

# ***l'Anti*capitaliste**

n°568 | 13 mai 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

## FACE À L'AGRESSION COLONIALE



# **SOLIDARITÉ**

avec les **Palestiniens!**

### **Dossier**

«UBÉRISATION»,  
MUTATIONS DU  
CAPITALISME ET  
RÉSISTANCES **Pages 6 et 7**

### **ÉDITO**

Solidarité avec les  
Palestiniens face à l'agression  
coloniale! **Page 2**

### **PREMIER PLAN**

Biden lève les brevets...  
Des vaccins pour les peuples,  
pas pour les profits! **Page 2**



**Covid-19  
Vaccination  
Centre**

### **ACTU INTERNATIONALE**

Monde occidental et Russie de  
Poutine: de l'eau dans le gaz!  
**Page 5**

### **LIBRE EXPRESSION**

«À Sheikh Jarrah, une nouvelle  
génération palestinienne refuse  
d'abandonner ses droits» **Page 12**





édito

Par NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## Solidarité avec les Palestiniens face à l'agression coloniale!

Depuis plusieurs jours, les forces armées israéliennes répriment violemment les Palestiniens de Jérusalem mobilisés pour défendre leurs droits, dont le plus fondamental d'entre eux : celui de vivre chez elles et eux, face à la politique de judaïsation systématique de la partie palestinienne de la ville, menée conjointement par le gouvernement israélien et par les organisations de colons les plus extrémistes.

Depuis lundi, l'armée israélienne a en outre lancé une violente campagne de bombardements contre la bande de Gaza, où les manifestations de solidarité avec les Palestiniens de Jérusalem se sont multipliées, comme dans le reste des territoires occupés, tuant – à l'heure où ces lignes sont écrites – au moins 25 personnes, dont des enfants. À Jérusalem, des centaines de Palestiniens ont été blessés et des dizaines emprisonnés.

Les événements en cours nous rappellent que l'entreprise coloniale israélienne, faite de violences, d'expropriations et d'humiliations, se poursuit chaque jour, dans le silence complice de la prétendue « communauté internationale ». En France, le ministère des Affaires étrangères, tout en affirmant qu'il considère que la colonisation est illégale, renvoie dos-à-dos les Palestiniens et l'État d'Israël en « [appelant] l'ensemble des acteurs à faire preuve de la plus grande retenue et à s'abstenir de toute provocation pour permettre un retour au calme dans les plus brefs délais. »

Il n'existe pas de « calme » colonial, et il n'y a pas de responsabilité partagée dans ce nouvel épisode de répression : ce qui est en cause, c'est la politique d'apartheid menée par l'État d'Israël et la négation des droits démocratiques et nationaux des Palestiniens.

Aucune « solution juste » ne pourra être trouvée sans la satisfaction de l'ensemble de leurs droits : fin de l'occupation civile et militaire, égalité des droits, droit à l'autodétermination et droit au retour. Le soutien à l'État d'Israël doit cesser ! Ce dernier doit au contraire être sanctionné et rendu comptable de ses crimes. C'est tout le sens de la campagne BDS (Boycott-désinvestissement-sanctions), dont le développement et le renforcement, en l'absence de toute autre forme de sanction et de pression, demeurent une nécessité, de même que les mobilisations de rue pour exprimer notre solidarité avec les Palestiniens.

## BIEN DIT

Taha Bouhafs est relaxé au motif que l'attitude adoptée lors de l'interpellation est une résistance passive et pas un acte de rébellion.

Jugement du tribunal de Créteil dans le procès pour « outrage et rébellion » intenté au journaliste Taha Bouhafs par un policier qui l'avait violemment interpellé lors d'une manifestation en juin 2019.

# À la Une

BIDEN LÈVE LES BREVETS...

## Des vaccins pour les peuples, pas pour les profits!

Joe Biden a décidé de soutenir « la demande de levée temporaire des protections de la propriété intellectuelle pour les vaccins contre le coronavirus ». Une exigence formulée devant l'Organisation mondiale du commerce depuis octobre 2020 par l'Afrique du Sud et de l'Inde, rejointe par des centaines de gouvernements de pays pauvres et d'organisations de la société civile.

VACCINS  
ATTENTION AUX EFFETS SECONDAIRES



Il s'agit d'une surprise et une victoire pour les activistes du monde entier, qui manifestaient contre un scandale absolu : une pandémie qui a déjà fait 3,3 millions de morts ; des vaccins efficaces à plus de 95% contre les formes graves du covid, financés à coup de milliards d'argent public, USA 15 milliards, UE 2,5 milliards ; mais les peuples, notamment des pays pauvres, privés de vaccins pour cause de brevets. Aux USA 45% de vaccinés, en Inde qui produit des vaccins pour le monde entier 9,7% : apartheid vaccinal.

### Les raisons d'un revirement

Les USA ont imposé, dans les années 1990, la défense de la propriété intellectuelle à l'OMC, responsable de millions de morts, notamment du VIH. Biden a reçu 3,3 millions de dollars de l'industrie pharmaceutique pour sa campagne. Après six mois de refus et des centaines de milliers de morts supplémentaires, ils ont dû plier face à la pression des activistes, la tribune de la prestigieuse revue *Nature*, les appels du Pape. Mais il s'agit aussi d'un arbitrage entre les différents secteurs du capitalisme. Protéger les brevets du capitalisme vaccinal, sa rentabilité à 25%, et limiter la vaccination aux pays les plus riches ? Avec le risque d'un blocage prolongé de l'aérien, du tourisme, du commerce mondial, des profits. Sans parler du risque d'un nouveau variant qui rendrait les vaccins inefficaces. Une menace bien réelle avec une puissante deuxième vague en Inde, l'usine à vaccins du monde. Selon la Chambre de commerce internationale, laisser les pays en développement sans vaccins coûtera aux pays riches 4500 milliards de dollars en perte de revenus cette année. La défaite de Trump a tranché. Et Macron a dû suivre.

L'industrie pharmaceutique est vent debout contre cette proposition, pour défendre la rente de situation créée

par ses brevets : Pfizer engrange 20 milliards de dollars de commandes pour 2021, Moderna 18,4 milliards. Mais aussi pour éviter de créer un précédent, qui pourrait valoir contre d'autres pandémies, les traitements anti-cancers ou anti-hépatites C, dont les prix explosent. Et pour éviter les transferts de technologie à ARN, utilisable pour d'autres vaccins très rentables, renouvelés chaque année, comme les vaccins anti-grippaux, ou utilisable demain pour ouvrir de nouveaux champs thérapeutiques ultra-rentables contre les cancers.

### « Les brevets ne sont pas le problème » ?

Mais comme ces arguments n'étaient pas très sexy, il a fallu en inventer un autre. Au pays du mensonge de Big Pharma, on explique que « les brevets ne sont pas le problème. Le problème, ce sont les capacités de production ».

Teva, Moderna et Sanofi disent pourtant le contraire. Teva, c'est le numéro un mondial des génériques. Kare Schulz, le PDG de la société israélienne, a révélé avoir approché les détenteurs de brevets de vaccins à ARN pour acheter des licences et produire dans ses usines aux USA et en Europe. Refus des labos qui ont « déclaré avoir assez de capacité de production » ! Aucune envie des Big Pharma de partager les technologies à ARN avec un futur concurrent. Moderna était une petite société de biotechnologie sans aucune capacité de production industrielle. Son usine de Norwood dans le Massachusetts était à peine capable de fournir les doses pour ses essais cliniques. En avril 2020, Moderna reçoit 483 millions de dollars d'argent public états-unien pour construire une usine de production. Mais le 1<sup>er</sup> mai 2020, elle préfère passer contrat avec le

groupe suisse Lonza. Qui n'a jamais produit un seul vaccin à ARN ! Lonza réaménage deux usines existantes, à Viège en Suisse et à Portsmouth, dans le New Hampshire. Grâce aux transferts massifs de technologies, en deux mois Portsmouth est lancée en fabrication commerciale. Et Viège, après 210 millions d'investissements, produit maintenant 6 millions de doses par semaine, et compte produire 300 millions de doses en 2021. Sanofi produit des dividendes, 3,8 milliards l'an passé, mais pas de vaccin. Face à ce scandale, elle se résout... à mettre en flacon les vaccins des autres ! Alors qu'elle possède dans deux de ses usines des enceintes au froid, assez facilement capables de produire, et pas seulement de mettre en flacon, des vaccins à ARN.

### Ce n'est qu'un premier pas

Une première barrière est tombée avec la décision de Biden. En mai, un nouveau round s'ouvre à l'OMC. Il faudra l'unanimité pour lever les brevets. Et notre mobilisation pour l'imposer. Mais ce n'est que le premier pas. Nous devons forcer Big Pharma, qui avait refusé de coopérer au pool d'accès aux technologies Covid-19 de l'OMS, à partager ses technologies, et pas seulement ses brevets. Suspension des brevets, transfert des technologies, réquisition sous contrôle social de l'industrie pharmaceutique, notre mobilisation continue « pour un accès immédiat, effectif, universel et gratuit à ces biens communs que sont les vaccins anti-covid » comme le réclame l'appel « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition ! »

Frank Cantaloup

## JEUNESSE #BacNoir contre une année blanche

Après quatre semaines de fermeture, la rentrée a été mouvementée dans les lycées. Le ras-le-bol accumulé toute cette année a éclaté dans des centaines de bahuts, parfois en réponse à des appels syndicaux. Mais plus souvent, la mobilisation s'est nourrie de ses propres forces, les premiers lycées bloqués donnant la marche à suivre à d'autres.

Les liens militants noués lors des derniers mouvements – un par an depuis l'année scolaire 2017-2018 ! – ont servi de vecteur de transmission au virus de la colère.

### Manifestations et répression

Les blocages ont pu parfois rater, mais même dans ces cas-là, des

dizaines de lycéens restaient dehors pour faire grève. Des manifestations ont eu lieu, à Brest le vendredi 7 mai regroupant 300 lycéens, ou encore à Nantes ou Grenoble lundi dernier. La répression policière est allée crescendo, de même que la pression administrative exercée par les petits Blanquer que sont les chefs d'établissement.

C'est à la périphérie des grandes villes que l'on comptait le plus de blocus, ainsi que dans certains coins plus isolés des campagnes. Toute une partie de la jeunesse populaire a décidé, au-delà des inquiétudes concernant les seules modalités du bac, de marquer le coup contre ses conditions d'études et la politique du gouvernement qui, tout au long

de l'année, a prétendu gérer la crise sanitaire sans y mettre les moyens nécessaires.

### Présentiel vs démerdentiel

Résultat : tandis que les lycées cotés, notamment privés, arborent un « 100 % présentiel » sur les dossiers Parcoursup de leurs élèves, les autres lycéens essaient de cacher le régime « démerdentiel » auquel ils et elles ont eu droit. L'année a été catastrophique pour eux, entre plateformes numériques en panne, difficulté à suivre les cours à la maison et profs qui tentaient de colmater les brèches. Le ministère a été aussi mauvais pour dépister le Covid-19 que le décrochage. Mais il se fixe comme priorité d'évaluer les lycéens dans les dernières semaines de l'année...

D'ailleurs, comment Blanquer a répondu à la mobilisation ? Il a pris sa plume et a promis des



# Un monde à changer

**ABOLITION DE L'ESCLAVAGE ET CAPITALISME.** Lorsque l'esclavage a été aboli dans les colonies françaises (en 1848) et britanniques (en 1833), ce ne sont pas les esclaves qui ont été indemnisés de leur oppression mais les propriétaires. Déjà auparavant (en 1825), l'État français avait imposé à Haïti sous la menace d'une intervention militaire une dette considérable en guise de compensation pour les propriétaires français ayant perdu leur propriété esclavagiste. C'est dire à quel point le droit de propriété était sanctifié : la perte d'une propriété, même si elle est fondée sur une ignominie, donne droit à réparation. Ce point d'histoire était connu et avait été rappelé par Thomas Piketty dans son livre publié en 2019 *Capital et idéologie*. Des travaux récents de chercheurs du Centre national de la recherche scientifique font un peu plus la lumière sur l'indemnisation des propriétaires. Pour ce qui est de la France, quelque 10 000 propriétaires d'esclaves ont reçu, à partir de 1849, des indemnités d'un montant de 126 millions de francs or (1,3% du revenu national, soit l'équivalent de 27 milliards d'euros d'aujourd'hui). En pleine cohérence avec la logique de la propriété,

les indemnités ont été fixées en fonction du prix des esclaves dans chaque territoire.

En Grande-Bretagne, des travaux analogues ont été menés et montrent qu'à la suite de l'abolition de l'esclavage, en 1833, 20 millions de livres, soit 40% du budget national, ont été versées aux anciens propriétaires.

En France, comme en Grande-Bretagne, ces sommes énormes ont permis de consolider des fortunes et d'assurer la reconversion de certaines dynasties bourgeoises vers d'autres activités économiques. En Grande-Bretagne, l'argent versé lors de l'abolition est fortement présent dans deux secteurs clés de l'industrialisation : le coton et les chemins de fer. L'expansion impériale vers l'Inde, mais aussi vers le Canada, l'Australie, ou encore dans les mines sud-américaines, est aussi financée par les indemnités. Dans les colonies françaises des Antilles, le système d'exploitation coloniale se transforme, les esclaves devenant des « salariés libres » des grands propriétaires. L'abolition de l'esclavage n'a pas été seulement la fin d'un chapitre mais s'inscrit dans l'histoire longue du capital.

Les chiffres de participation sont du même ordre que le 28 mars, juste avant le début de l'examen du projet de loi. De nombreuses marches se sont élancées dans des villes comme Toulouse (2200), Tours (1000), Nantes (2000), Rennes (2000), Bordeaux (4000) ou encore Montpellier (1000), Rouen (500), Metz (800), Alençon (100), Lannion (600), Quimper (500)...

## Macron : échec et renoncement

Dans la plupart des cortèges, le constat est le même : la déception est forte, teintée de colère, concernant les suites de la Convention citoyenne sur le climat, échec ou renoncement de Macron. La polémique sur le « référendum » (sur l'inscription dans la Constitution d'une phrase sur le climat) est perçue comme un écran de fumée, une piteuse tentative pour faire croire qu'il y a là un enjeu, alors que cela ressemble vraiment à la gesticulation des incapables, visant à nous faire croire que ce qui se passe au Sénat peut influencer sur le climat et que la droite empêcherait Macron de prendre de courageuses décisions !

## Trop tard pour une « bonne loi »

Sentiment partagé, aussi, que le mot d'ordre des marches n'est pas à la hauteur : une bonne loi climat ? Alors que gouvernement et Parlement partagent une forme de

# ÉCOLOGIE 9 mai pour le climat : il nous faudra faire mieux !

Les manifestations du 9 mai se tenaient avant le passage au Sénat de la loi « Climat et résilience ». Les organisateurs ont compté 115 000 personnes pour plus de 150 défilés à travers le pays, dont 56 000 à Paris (selon la police, 46 918 personnes en France dont 8 500 à Paris).



déni, comme si la routine pouvait continuer, comme si nous avions le temps, comme si la situation n'était pas déjà catastrophique ! Aussi, malgré le très large arc de forces appelant à la marche, les drapeaux syndicaux étaient peu nombreux, dans des cortèges pas très dynamiques, et les politiques (EÉLV)

semblent préparer les régionales. Ce sont les pancartes personnelles ou familiales, souvent imagées et insolentes, qui donnaient le ton juste. Les jeunes étaient nombreux et nombreuses, mais très atomisés, un peu perdus dans la masse et l'on ne sentait pas l'élan des journées de grève pour le climat.

## Sauver le climat, pas leurs profits

Les éléments les plus percutants de ces défilés partagent la nécessité impérieuse de désigner le responsable, le capitalisme. Pour le NPA, bien présent dans les cortèges, « la seule possibilité réaliste d'arrêter la catastrophe est de travailler sans relâche à une mobilisation mondiale de masse et de longue haleine, [... rassemblant] tous les mouvements sociaux des exploités et des opprimés pour faire descendre dans les rues des dizaines de millions, des centaines de millions de femmes et d'hommes. [...] Au lieu de conseiller les décideurs comme le font certaines grandes associations environnementales, il faut les discréditer et les déstabiliser éthiquement, socialement et politiquement. »<sup>1</sup> Et c'est dès maintenant qu'il faut s'atteler à la construction d'un large mouvement populaire international pour manifester partout dans le monde au moment de la COP 26 (Glasgow) en novembre 2021.

**Commission nationale écologie**

1 - Résolution de la IV<sup>e</sup> internationale, mars 2021.



Barnabé Avelin et Bastien Thomas

## Le chiffre

# 900 000

C'est la baisse du nombre d'interventions chirurgicales en France en 2020, en comparaison de 2019, soit une chute de 15%. En cause : la mobilisation anti-Covid et le manque de personnels et de moyens pour assurer l'ensemble des activités malgré l'épidémie. Des déprogrammations dont il est difficile de mesurer les conséquences mais qui, de l'avis des médecins, vont entraîner des hausses de mortalité importantes.



## Agenda

**Samedi 15 mai, manifestations de soutien au peuple Palestinien.** Paris, 15h Barbès; Lyon, 15h place Bellecour; Marseille, 15h place Bargemon; Toulouse, 11h Capitole; Lille, 15h Grand'Place; Strasbourg, 15h place de l'Université; Rennes, 15h République, etc.

**Samedi 22 mai, manifestations contre la réforme de l'assurance chômage.**

**Samedi 29 mai, manifestation pour célébrer la Commune de Paris, Paris.** À 14h de la place de la République en direction du Père-Lachaise. Animations, spectacles, prises de parole, etc. dès 10h.

**Samedi 5 juin, Toutes aux frontières! (action féministe européenne), Nice.** Infos sur : toutesauxfrontieresfr.wordpress.com

**Samedi 12 juin, manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions de postes, Paris.**

## NO COMMENT

– Le 19 mai, il y aura un rassemblement de policiers à Paris, devant l'Assemblée nationale. Vous y serez?

– Oui, je souhaite y être.

FABIEN ROUSSEL répondant à Jean-Jacques Bourdin, BFM-TV, 11 mai 2021.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## GRÈCE Un 1<sup>er</sup> Mai en retard mais prometteur

Cette année, le 1<sup>er</sup> Mai tombant dans les jours fériés de Pâques, le gouvernement l'avait généreusement repoussé au mardi 4 mai, qui faisait suite à un lundi férié. Ce grand pont ne pouvait bien sûr pas favoriser la mobilisation, et c'est bien ce que souhaitait la droite ultralibérale de Mitsotakis.

Alors, même si la direction de GSEE, la Confédération (unique) du secteur privé, liée à ce qui reste du Pasok, a organisé ce jour-là de très maigres rassemblements, EKA (Union locale d'Athènes), ADEDY (fédération – unique – du secteur public), la gauche et toutes ses composantes avaient décidé d'appeler à la grève et de fêter le 1<sup>er</sup> Mai... le 6 mai. La raison principale : l'importance de commencer une véritable mobilisation contre un projet fait sur mesure pour combler SEV, l'organisation du patronat.



«Non au Moyen Âge pour les travailleurEs, bas les pattes devant la journée de travail de 8 heures!» DR

### Attaque sur le temps de travail

Ce projet, concocté à un moment où, avec le confinement, les manifestations étaient souvent interdites et/ou violemment réprimées, s'attaque au temps de travail. Alors que celui-ci est, en Grèce, le plus élevé en Europe, le projet est de flexibiliser au maximum : si la référence pourrait rester en théorie une moyenne journalière de 8 heures, ce ne serait plus dans le cadre de 40 heures ni de cinq jours hebdomadaires. Les heures sup ne disparaîtraient pas pour autant, leur rémunération serait diminuée de 50 %, et il est même prévu que leur plafond passe de 96 h/an (industrie) et 120 h/an (services) à 150 voire 180 h/an ! Pour certains secteurs, le dimanche deviendrait un jour ouvrable comme un autre.

Mais comme existent encore quelques conventions collectives, certes bien moins protectrices qu'avant les mémorandums, l'une des clés du projet est donc la « convention individuelle », que la droite au pouvoir, spécialiste en propagande, vante comme un hymne à la liberté, le ministre du Travail, le cynique Hadjizakis, expliquant qu'ainsi les travailleurEs pourraient se libérer pour la cueillette des olives... Pour aider à « choisir » la convention individuelle, le projet comprend évidemment un volet répressif : les menaces contre le syndicalisme et le droit de grève avec, entre autres interdictions et obligations, dans cette période de pressions patronales sur les syndiquéEs, que les sections syndicales déposent au ministère du Travail les éléments d'identification de leurs membres ! On le voit, ce projet est une attaque massive contre ce qu'il reste de droits aux travailleurEs, il est la traduction d'un rapport de l'ultralibéral Pissaridis sur les axes économiques pour la Grèce du 21<sup>e</sup> siècle.

### Une première mobilisation encourageante

C'est donc face à ce projet mortifère que les organisations du mouvement ouvrier ont appelé à faire grève et à manifester le 6 mai, sans illusion sur le fait que, dans des conditions encore difficiles, ce ne serait pas un raz-de-marée. Mais à Athènes, ce sont 10 000 à 15 000 travailleurEs et jeunes au total qui ont manifesté, même si c'est en trois rassemblements : d'un côté le KKE (PC) et son bras syndical PAME, d'un autre EKA et ADEDY avec Syriza – en cortège un peu fourni, une première depuis 2015 ! – et une partie de la gauche anticapitaliste, l'autre partie formant un troisième pôle avec les syndicats de base, NAR, Synantissi... Et on a compté aussi des milliers de manifestantEs dans le reste du pays, première réponse déterminée à un gouvernement qui multiplie les cadeaux au patronat et s'apprête à offrir ensuite au privé la gestion d'une partie des retraites.

À Athènes, A. Sartzekis

## ÉTATS-UNIS Les Républicains veulent restreindre le droit de vote : un retour à Jim Crow

Aux États-Unis, ce sont les États qui réglementent les conditions d'accès au vote. Et les États républicains sont en train d'adopter de nouvelles lois pour restreindre le vote qui nuiront particulièrement aux électeurs noirs d'une manière jamais vue depuis la période de Jim Crow dans le Sud, des années 1880 aux années 1960.

Avec les prochaines élections au Congrès fédéral prévues en novembre 2022 (renouvellement de la Chambre des représentants et d'un tiers du Sénat), le combat politique est intense. L'avenir du pays pourrait tenir à cette élection, étant donné que Donald Trump pourrait se représenter en 2024.

### 250 nouvelles lois dans 43 États

Trump, qui domine désormais complètement le Parti républicain, continue d'affirmer que Biden et les Démocrates ont gagné en 2020 grâce à la fraude électorale. Les autorités électorales des deux principaux partis du pays ont cependant démontré qu'il n'y avait pas eu de fraude significative. Trump et ses fidèles attribuent la fraude principalement au vote anticipé et aux bulletins de vote par correspondance – deux pratiques courantes aux États-Unis – de sorte que leurs nouvelles législations visent principalement à les restreindre.

Les Républicains de Géorgie mènent la charge, un État où deux Démocrates ont remporté la dernière élection au Sénat, l'un est le premier sénateur noir et l'autre le premier sénateur juif de l'histoire de cet État. Et ils ont assuré le contrôle démocrate du Sénat. Jusqu'à maintenant, les Républicains ont proposé 250 nouvelles lois dans 43 États, dont la plupart limiteront le vote anticipé et les bulletins de vote par correspondance ; certains introduiront aussi des exigences d'identification plus strictes ou réduiront

les heures de vote. D'autres lois donneront plus de pouvoir aux observateurs des partis lors du scrutin. Ces lois restrictives auront le plus grand impact sur les électeurs noirs, urbains, de la classe ouvrière et âgés.

Tout cela est crucial pour les élections du 8 novembre 2022, au cours desquelles les 435 sièges de la Chambre et un tiers des sièges du Sénat sont à élire. Les Démocrates ont actuellement une faible majorité de six voix à la Chambre, 218 contre 212, tandis que le Sénat est à égalité 50-50, la vice-présidente démocrate Kamala Harris ayant le vote décisif en cas de partage, bien que les votes du Sénat exigent généralement une majorité de 60-40 en raison de vieilles règles conservatrices.

### Les Républicains peuvent gagner

Seuls 25 % des électeurEs se disent républicains, contre 31 % qui s'identifient comme démocrates et 41 % qui se considèrent comme indépendants. Pourtant, les Républicains ont de bonnes chances de prendre la tête du Congrès américain lors des élections de mi-mandat. Comment est-ce possible ? Tout d'abord, les Républicains peuvent penser leur faible niveau de soutien en rendant plus difficile le vote de celles et ceux qui ne les soutiennent pas. C'est pourquoi nous avons cette tempête de nouvelles lois électorales. Ensuite, tous les dix ans, les États-Unis procèdent à un recensement, après quoi les sièges de représentants sont réaffectés, les États dont



WIKIMEDIA COMMONS

la population a augmenté obtenant plus de représentants et les États dont la population a stagné ou diminué en obtenant moins. En 2020, les États qui ont gagné des sièges, comme le Texas, la Floride, le Montana et la Caroline du Nord, étaient pour la plupart républicains, tandis que les États démocrates comme New York et la Californie ont perdu des sièges. Les Républicains sont donc susceptibles de gagner plus de sièges à la Chambre au prochain Congrès. Enfin, à la suite de la redistribution des sièges, les gouvernements des États redessinent leurs circonscriptions électorales. Dans la plupart des États, cela signifie que le parti au pouvoir redessine les districts de manière à accroître sa force et à diminuer celle de son rival, par exemple en découpant une zone démocrate en quartiers et en

attachant chaque quartier à une zone républicaine plus importante. Les Démocrates déposent des recours judiciaires contre ces nouvelles lois et rédigent une loi fédérale pour protéger les droits des électeurEs. De nombreuses entreprises telles que Netflix, Amazon, Apple, Alphabet (Google), Viacom-CBS, American Express et Home Depot ont également condamné la nouvelle loi de l'État de Géorgie. La section d'Atlanta, en Géorgie, des Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), qui est activement impliquée dans la lutte contre l'assaut républicain sur le droit de vote dans cet État, déclare que la nouvelle loi « est indéfendable ; elle restreint les méthodes de vote, ajoute des complications, permet à l'État d'intervenir dans les processus électoraux des comtés ».

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## ÉTAT ESPAGNOL Une défaite inquiétante

Le résultat des élections pour le parlement de Madrid annonce un conflit électoral long et tendu dans tout l'État espagnol et, en même temps, est un signe des problèmes qui affectent la gauche.

Le Parti populaire (PP) a déterminé le cadre dans lequel le débat politique et la campagne devaient se dérouler, rendant la discussion non pas régionale mais espagnole. Le leadership d'Isabel Díaz Ayuso du PP est le produit d'un marketing politique, avec des positions trumpistes qui font pencher l'équilibre interne du parti conservateur vers des positions encore plus néolibérales, autoritaires et de droite.

### Victoire incontestable de la droite

La situation objective de la classe ouvrière, victime de la situation sanitaire et économique liée à la pandémie, s'accompagne d'un facteur très négatif : la démobilisation et la passivité face à la situation. Les grandes confédérations syndicales

pratiquent une politique de concertation sociale avec les patrons qui détériore le rapport de forces. En même temps, le mouvement souverainiste catalan se trouve dans une impasse, de sorte que la situation des mobilisations populaires est pire qu'avant la formation du gouvernement de coalition du Parti socialiste (PSOE) avec Unidas Podemos (UP).

La droite a obtenu 57 % du vote populaire contre 42 % pour la gauche. Le PP a obtenu – avec une participation record de 76,2% – 65 sièges sur les 136 que compte la chambre, et dépasse les 58 obtenus par l'ensemble de la gauche, ce qui, ajouté aux 13 obtenus par le parti d'extrême droite Vox, signifie que l'extrême droite et la droite extrême disposent de 78 sièges. Más Madrid (MM) – organisation issue de Podemos – a 24 sièges et dépasse en voix le PSOE, qui tombe à 24, et UP en obtient 10.

Le discours trumpiste de Díaz Ayuso, dans lequel les profits des entreprises ont pris le pas sur la santé des gens, est soutenu par de larges secteurs de la société. De nombreuses personnes ayant des emplois très précaires et des revenus à risque ont été confrontées au dilemme de choisir entre la santé et la faim.

Il convient de noter que depuis des années, et plus encore dans cette campagne, l'ensemble des médias de la droite espagnole ont concentré toute leur haine sur Pablo Iglesias, faisant de lui l'objet d'un harcèlement personnel, familial et judiciaire à travers une campagne immorale.

### Crise ouverte à gauche

Le PSOE, en manque de projet, a cherché un vote centriste inexistant. Son candidat Ángel Gabilondo a fait des déclarations suicidaires comme le gel des impôts ou le rejet des mesures anti-Covid comme la fermeture de l'hôtellerie et de la restauration. En d'autres termes, la même chose que ce qu'a dit Ayuso. Un symptôme de plus de la grave dérive du social-libéralisme et d'un gouvernement qui fonde toute sa politique sur l'arrivée miraculeuse des fonds de l'UE alors qu'il ne fait pas de réforme fiscale et que la dette publique atteint 130 % du PIB. Le MM, qui se définit comme vert et progressiste dans le style de Die Grünen, a mené une campagne intelligente ; sa candidate Monica Garcia a donné un message clair sur les questions concrètes de santé et d'assainissement. Mais son orientation politique et programmatique montre également

ses limites en tant que gauche alternative écologiste et socialiste. L'UP, qui avait obtenu 7 sièges lors des élections précédentes, en a maintenant obtenu 10. Cependant, son résultat d'un point de vue politique a été un échec et Pablo Iglesias a démissionné de tous ses postes internes et institutionnels, ce qui signifie l'ouverture d'une crise interne sans précédent. Iglesias a dirigé la candidature de Madrid avec l'intention de faire partie d'un gouvernement régional. Il n'a pas réussi. Pendant la campagne, il a essayé de polariser le débat avec le PP et Vox en posant le dilemme « fascisme ou démocratie » avec une approche de front populaire des années 1930 qui cachait une orientation eurocommuniste. Son discours ne correspondait ni aux problèmes du peuple ni à la réalité. Et, ce qui est encore plus ridicule, il a fondé sa réponse antifasciste sur la vieille Constitution de 1978, fruit d'un pacte entre franquistes et réformistes. L'UP a payé la facture pour avoir gouverné avec le PSOE subordonné dans la pratique aux politiques néolibérales et pour avoir échoué à remplir les promesses et les attentes de changement politique qui ont vu sa naissance.

Manuel Garí (Anticapitalistas)



# GÉOPOLITIQUE Monde occidental et Russie de Poutine : de l'eau dans le gaz !

**B**linken a réaffirmé l'engagement étatsunien en faveur de « la souveraineté de l'Ukraine » et de son « intégrité territoriale », mais il a aussi sermonné un pays dont la fiabilité laisserait à désirer – entendez qui ménagerait encore trop son voisin russe. D'où bien des chantages avec en balance l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan. Et par-dessus la tête de Zelensky, Blinken a surtout parlé à Poutine, pour le tancer mais aussi discuter serré. La géopolitique a son côté jardin, où les droits humains sont invoqués, et le côté cour, où les affaires sonnantes et trébuchantes sont traitées... non sans relents d'hydrocarbures.

## Nouvelles mobilisations en faveur de l'opposant Navalny

L'actualité russe a été marquée le mercredi 21 avril par une nouvelle vague de mobilisations dans le pays, moins importante que celle de janvier mais pourtant notable, dans plus d'une centaine de villes, en soutien à l'opposant Alexeï Navalny, emprisonné dans une colonie pénitentiaire sévère où il a fait la grève de la faim après son retour d'Allemagne. Difficile de mesurer la popularité de ce politicien nationaliste, très anti-migrants et qui fait surtout campagne contre la corruption, dans la mesure où Poutine le prive depuis des années de toute participation électorale. Le fait de tenir courageusement tête lui vaut du respect, même si les classes populaires sont surtout préoccupées par l'inflation et le chômage qui les frappent. Poutine peut craindre pour son parti à l'approche des élections pour le

Le 6 mai, le secrétaire d'État US Antony Blinken était en visite à Kiev, en Ukraine. La rencontre entre ce représentant de Biden et le président ukrainien Volodymyr Zelensky, intervenant après un sérieux échauffement des relations entre la Russie et les Occidentaux (l'Ukraine étant l'État tampon), n'était pas désintéressée.



WIKIMEDIA COMMONS

renouvellement de la Douma en septembre prochain, et a manifestement choisi de jouer sur la corde du patriotisme et du militarisme, en massant des troupes à la frontière ukrainienne.

## Escalade militaire à la frontière avec l'Ukraine

D'où une nouvelle phase de tension entre la Russie et les puissances occidentales, à propos de la situation aux frontières Est de l'Ukraine comme autour de la mer d'Azov dont la Russie contrôle l'entrée, depuis son annexion de la Crimée en 2014 et la construction en 2018 du pont le plus long d'Europe fermant le détroit de Kertch. Ces quelque 100 000 soldats à la frontière ukrainienne, de simples manœuvres ou des

préparatifs d'invasion ? La guerre entre l'armée ukrainienne et les forces séparatistes pro-russes a déjà fait 14 000 morts, civils inclus. Des bombes continuent à tuer. En Russie comme en Ukraine, et pas seulement dans les régions frontalières, ces épisodes sont durement ressentis par les familles que les aléas de la politique post-soviétique ont séparées. Les militants révolutionnaires du Mouvement socialiste russe (MSR) dénonçaient, le 9 avril dernier, cette mise en scène guerrière de Poutine – reprenant la formule « l'ennemi principal est dans notre propre pays » – et soulignant sur une banderole que « La guerre, c'est toujours le peuple qui la paie ». Les « Grands », eux, se mènent une guérilla à coups de rappels et expulsions de diplomates : plus de 300

au total ont bougé depuis quatre ans, davantage que durant les vingt dernières années de l'URSS (selon Isabelle Mandraud, du Monde).

## Autour d'un gazoduc

La tension est finalement retombée. Classique, de la part de Poutine, d'agiter la menace « étrangère ». Classique de la part des USA et leurs alliés d'agiter les droits humains là où il s'agit surtout d'appétits économiques. Entre autres autour de Nord Stream 2, doublant Nord Stream 1, un gazoduc reliant le golfe de Finlande à l'Allemagne du Nord, pour fournir en gaz russe ce pays et une partie de l'Europe (collaboration entre Gazprom et l'ex-chancelier Schröder). Mais Trump a bloqué l'achèvement des travaux en imposant des sanctions économiques aux entreprises maîtres d'œuvre. La politique allemande en est secouée depuis des mois. Il s'agissait de favoriser l'importation du gaz liquéfié US en Europe, et la façon dont la « diplomatie » Biden vient de faire monter la tension dans l'Est de l'Europe semble indiquer qu'elle marche sur les traces de Trump<sup>1</sup>. À moins qu'il ne s'agisse de ces coups de pression pour mieux marchander. Et tant pis pour les vies humaines menacées dans l'est de l'Ukraine.

## Michelle Verdier

1 – Voir les articles publiés dans le Monde diplomatique de mai 2021 : « Washington sème la zizanie sur le marché européen du gaz » de Mathias Reymond, et « Comment saboter un gazoduc », de Pierre Rimbart.

# AMÉRIQUE LATINE Solidarité avec le peuple colombien !

Après les soulèvements spectaculaires en Équateur et au Chili en 2019, on assiste actuellement à une immense rébellion du peuple colombien, initiée par une journée de grève le 28 avril. Après la victoire partielle du dimanche 2 mai – le retrait par le gouvernement de son projet de contre-réforme fiscale – le peuple colombien continue de se battre contre le plan d'ajustement du gouvernement Duque et pour mettre fin à la nature répressive et corrompue du régime, faisant face à une violente répression.

**E**n pleine crise brutale de la pandémie, le gouvernement d'Iván Duque a lancé une réforme fiscale qui, dans sa partie fondamentale, vise à augmenter les impôts sur la population au profit des plus riches. Le gouvernement a profité de la situation sanitaire pour lancer ce projet de loi, ignorant les 500 décès par jour et les 70 000 décès au total, en plus de l'énorme appauvrissement des ColombienEs.

## Développement du mouvement

Face à cette situation, les organisations du mouvement social ont appelé à une grève nationale le 28 avril pour stopper cette réforme fiscale. Des mobilisations massives ont été déclenchées dans tout le pays, y compris dans les villes moyennes, et ont rassemblé non seulement les travailleurs et travailleuses salariéEs, mais aussi les travailleurEs informels, les jeunes chômeurEs, les femmes, les habitantEs des quartiers

Le gouvernement a répondu comme d'habitude : avec une violence brutale contre le peuple. L'ampleur et la force de la mobilisation populaire sont dues au fait que, entre autres facteurs, la réforme fiscale n'est pas une chose isolée ; elle est le point culminant des politiques néolibérales du gouvernement actuel et des gouvernements précédents qui se heurtent finalement à la résistance du peuple colombien. Il s'agit d'une lutte légitime, une colère qui s'est accumulée contre tous les abus de pouvoir et le recul historique des droits les plus fondamentaux. (...)

## Une grande victoire, mais la lutte continue

Après quatre jours d'énormes manifestations, plus de trente mortEs et une centaine de disparuEs aux mains des forces militaires, le dimanche 2 mai, le mouvement populaire a remporté une victoire très importante lorsque le président

du gouvernement, le très droitier Duque, a été contraint d'apparaître à la télévision et d'annoncer le retrait de son projet de réforme fiscale régressive afin d'arrêter les mobilisations. Le peuple colombien a résisté et continue de le faire, encouragé par cette grande victoire. Il s'agit maintenant de stopper le paquetazo de Duque, le paquet de réformes qui, en plus de la réforme fiscale, comprend une réforme de la santé encore plus privatisante, une réforme du travail et une autre sur les retraites... Tout cela pour réduire encore plus les droits des travailleurEs, ce qui a été exigé par le capital financier transnational à travers le FMI et les agences de notation des risques. Cela implique que le refus des réformes doit être lié au mot d'ordre de suspension immédiate du paiement de la dette publique, mesure d'urgence pour avoir les ressources budgétaires afin de résoudre la tragédie humanitaire que connaît le pays.

## Arrêter les massacres des forces répressives

La résistance prend la forme d'assemblées territoriales, ce qui est une magnifique opportunité d'élargir la base sociale des luttes, de mieux les coordonner, de les démocratiser et, surtout, d'élaborer une large plateforme, une grande plateforme nationale qui rassemble les principales revendications de tous les secteurs sociaux : les luttes des femmes contre le féminicide malheureusement récurrent dans le pays, le respect des accords de paix en commençant par la substitution volontaire des cultures illicites, les revendications du droit à la terre et au travail digne, la défense de la nature dans une perspective écosocialiste. Dans l'immédiat, l'action urgente et solidaire consiste à arrêter le massacre que la police nationale et son corps d'élite, l'Escadron anti-émeute – ESMAD – sont en train de perpétrer contre une population désarmée, sur ordre direct du commandement général des Forces armées et du président Duque. Ils arrivent sur les sites des rassemblements en tirant sur les manifestantEs et sur les quartiers voisins avec des fusils, des grenades et des gaz, violant ainsi les conventions du droit international humanitaire. (...)

Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale  
Version intégrale sur fourth.internationa

# BIRMANIE Une réouverture universitaire boycottée

La semaine dernière, des étudiantEs et des enseignantEs ont courageusement boycotté la réouverture forcée des écoles et des universités par la junte au pouvoir en Birmanie.

**L**es universités de tout le pays ont officiellement repris les cours le 5 mai, mais la réouverture forcée n'a apparemment pas eu lieu, n'attirant que peu d'étudiantEs. Ce résultat était prévisible étant donné que tout ce que fait la junte est considéré comme toxique par l'écrasante majorité de la population. De nombreux responsables du secteur de l'éducation et des enseignantEs restent en grève, alors que le sentiment de nombreux parents et étudiantEs est que la participation aux cours pourrait légitimer un gouvernement illégitime.

## «Le sang de nos amis n'a pas encore séché»

L'Ayeyarwady Times a rapporté l'accueil peu chaleureux réservé aux étudiantEs de l'université de Rangoun Est, qui, comme d'autres universités, est fermée depuis plus d'un an. Selon l'un des rares étudiants présents, il n'y a pas eu de distanciation sociale malgré les promesses de la junte, et des soldats et des policiers ont été déployés sur le campus universitaire, fouillant les affaires des étudiantEs. La source d'information a également déclaré que les déplacements des étudiantEs à l'intérieur du campus étaient strictement limités aux salles de classe. On ne peut pas dire que la junte ait eu l'impression que tout allait bien. La tentative de réouverture rappelle également que nombre des manifestantEs en première ligne étaient des étudiantEs. En conséquence, les étudiantEs représentent une proportion élevée de victimes et des prisonniers politiques. Ils sont susceptibles d'éprouver un ressentiment particulièrement fort à l'égard des militaires. Un étudiant en dernière année de l'université d'économie de Rangoun a déclaré à Myanmar Now que lui et ses amiEs avaient décidé de ne pas assister aux cours, déclarant que leur école buissonnière était une version du mouvement de désobéissance civile. « Le sang de nos amis n'a pas encore séché », déclare l'étudiant. Il a dit que certains de ses amis ont été tués lors de la répression brutale des manifestations. Une autre étudiante a déclaré qu'elle « ne peut pas recevoir une éducation d'esclave sous la dictature militaire » alors que ses amis restent derrière les barreaux. « Je ne retournerai en classe que lorsque le gouvernement du peuple sera aux commandes », explique-t-elle.



DR

## «Servir consciencieusement l'État»

Se joignant à leurs élèves, les professeurEs de nombreuses universités refusent également de retourner dans les salles de classe. Un membre de la Fédération des enseignants du Myanmar a déclaré à Myanmar Now que seuls environ 20% des enseignantEs retournaient sur le campus, et que la plupart d'entre elles et eux avaient un lien personnel avec les militaires. « Je vais continuer à participer pleinement au Mouvement de désobéissance civile jusqu'à ce que nous gagnions. Je ne cesserai jamais de boycotter un système éducatif dirigé par les militaires », a déclaré à Frontier un enseignant en grève, depuis sa cachette. La junte a poursuivi ses efforts pour contraindre les responsables éducatifs à la soumission, en inculquant chaque jour de la semaine 10 personnes en vertu de l'article 505A du Code pénal. La liste comprend un grand nombre de directeurs et directrices d'école, notamment ceux qui supervisent les écoles secondaires d'éducation de base. Le généralissime Min Aung Hlaing a déclaré que les enseignantEs devaient « servir consciencieusement l'État » et a averti que « des mesures dissuasives seraient prises contre quiconque porterait atteinte à l'appareil administratif de l'État ».

Frontier Myanmar

Version intégrale (en français) sur alencontre.org



## «UBÉRISATION» DE L'ÉCONOMIE: DE QUOI PARLE-T-ON?



DR

**D**érivé du nom de l'entreprise Uber, le néologisme «ubérisation» connaît un usage extensif désignant des phénomènes variés de «plateformisation» de secteurs diversifiés de l'économie. Services à domicile (Handy), services de santé (Doctolib), garde d'enfants (Baby Sitter), transports (Uber, BlaBla Car), hébergement (Air B&B, Booking.com), livraison de nourriture (Glovo, Deliveroo, Uber Eats, Foodora), vente et livraison de biens (Etsy, eBay, Amazon) : les plateformes commerciales allégées manifestent une capacité à pénétrer des segments de marché de plus en plus vastes, à concurrencer le modèle traditionnel de l'entreprise et de l'administration tout en échappant aux règles d'encadrement et de protection du travail dans les pays où elles opèrent. Intensifié par la crise sanitaire, le travail à la demande médiatisé par les plateformes connaît une grosse croissance. Une estimation des travailleurs sur plateforme aux États-Unis les évalue à environ 11% des actifs<sup>1</sup>.

### La plateforme: un système algorithmique de captation de la valeur

L'ubérisation est souvent associée aux dynamiques de l'innovation technologique. Les commentateurs les plus fallacieux tendent à l'annoncer comme un processus inéluctable de transformation technologique et sociale qui s'appuierait sur les potentiels d'immédiateté, de désintermédiation et interconnexion des dispositifs numériques. En bénéficiant du pouvoir de fascination exercé par la technologie, les plateformes se présentent comme des infrastructures innovantes et neutres permettant d'optimiser les formes de mise en relation et de collaboration entre différentes catégories d'acteurs. Cela dissimule leur statut et leur fonctionnement dans l'économie capitaliste : les plateformes comme Uber, Amazon ou Deliveroo constituent en effet un modèle hybride de marché/entreprise où un système algorithmique de captation de la valeur permet d'apparier une offre et une

demande. Contrairement aux structures productives traditionnelles, les plateformes semblent privilégier la captation sur la production de la valeur. Ainsi, bien que ce modèle soit souvent assimilé au phénomène de l'économie collaborative, l'usage d'une plateforme à la demande relève en réalité d'une activité travaillée fondée sur une production à flux tendus de services et de produits. La gestion des incitations à flux tendu se fonde ici sur une connaissance fine des comportements des usagers qui est le résultat d'une activité de surveillance et de traçage permanent des activités en ligne<sup>2</sup>. Le système de captation de la plateforme ne peut donc pas être compris sans prendre en compte les logiques qui régissent l'économie capitaliste des données. Toute connexion et activité enregistrée sur les plateformes est exploitée pour permettre le fonctionnement et l'optimisation du système d'appariement algorithmique mettant en relation les demandes des consommateurs ou des entreprises sous-traitantes avec les producteurs ou les fournisseurs d'un service. L'indépendance proclamée est illusoire car tant les fournisseurs de service que les consommateurs sont en réalité dépendants du système de tarification, des temporalités et des modalités de prestation du service imposées par les plateformes. Celles-ci ne sont ni transparentes ni neutres : le modèle de tarification dynamique laisse la porte ouverte à tout type de discrimination dans la rémunération, le nombre des tâches confiées, l'accès aux primes et au service. «Code is low» : l'expression célèbre du juriste Lawrence Lessig illustre bien la non-neutralité des logiciels qui transposent, dans le langage binaire de l'informatique, les valeurs, les normes et les logiques d'action du marché capitaliste.

### Exploitation du travail et traçage des données

Dans le cadre de ce modèle, il est extrêmement difficile de délimiter le travail, sa temporalité et son exploitation car celles-ci ne se réduisent pas au moment de la production d'un bien ou d'un

service mais couvrent l'ensemble des activités informationnelles médiatisées par la plateforme. La prestation de service est la seule activité réellement rémunérée avec des formes de contractualisation qui vont de la sous-traitance au paiement à la pièce. Les plateformes prennent une part sur les paiements des prestations de service et, parallèlement, extraient la valeur économique des données produites par l'ensemble des usagers. Une simple connexion d'un livreur ou d'un consommateur à la plateforme produit des informations (géolocalisation, trafic, historique de navigation...) qui peuvent être exploitées par la plateforme ou vendues à des tiers. En contournant souvent les législations en vigueur, Uber ne fait pas ses affaires uniquement avec le transport d'une marchandise ou d'une personne d'un point A à un point B mais avec un système de traitement et de captation du big data qui participe grandement à son modèle prédateur d'extraction de la valeur. Le cas d'Amazon illustre tout aussi bien cette entité ambiguë de marché/d'entreprise associant une logique pseudo-ouverte et coopérative et une logique propriétaire. Amazon se présente en effet comme une entreprise fordiste traditionnelle avec un fonctionnement très hiérarchisé et une exploitation élevée de la force de travail. En parallèle, elle fonctionne également comme une nouvelle «marketplace» où des vendeurs (éditeurs et producteurs de biens culturels ou d'autres biens de consommation) rencontrent des acheteurs. Là aussi les informations des usagers sont tracées et analysées et contribuent à la construction et à l'optimisation des services de recherche, prescription et mise en circulation des biens. L'exploitation se produit donc à la fois en ligne et hors-ligne en accélérant le processus de marchandisation intégral propre au capitalisme tardif.

### Hélène Marra

1 - Ursula Huws, «Platform labour: sharing economy or virtual Wild West?», *Journal for a progressive economy*, janvier 2016, p. 24-27.  
2 - Casilli A., (2019), *En attendant les robots*, Enquête sur les travailleurs du clic, Seuil.



## MUTATIONS DU CAPITALISME

### LES PLATEFORMES: UN «NOUVEAU

**D**epuis les années 1980, le capitalisme est traversé par des processus de financiarisation, tertiarisation et déréglementation de l'économie à l'échelle internationale. En répondant aux logiques d'optimisation et de rationalisation, ces transformations s'accompagnent d'une tendance accrue à la fragmentation des chaînes productives, la délocalisation, l'externalisation et la sous-traitance des fonctions de service et de production jugées périphériques. Ces processus sont amplifiés et accélérés par les changements socio-techniques, ce qui nous mène à réfléchir à l'ampleur de ces transformations. C'est donc dans ce contexte que prolifère le modèle économique de la plateforme<sup>1</sup>. La structure en réseau lui permet de s'approprier le fruit de l'activité d'une pluralité d'acteurs lors de chaque transaction et non pas seulement lors des relations de subordination productive. Cela répond donc à une logique d'externalisation du travail de production vers les producteurs-consommateurs. L'ubérisation, à tort érigée en nouveau modèle économique et sociétal, n'est au final que l'une des dimensions d'un phénomène de transformation plus large.

### Capitalisme «digital», «cognitif», «de surveillance»: un changement d'ampleur?

La lecture du travail de Karl Marx continue à alimenter des approches critiques stimulantes qui essaient de faire dégager



DR

les spécificités du capitalisme contemporain. Pour certains, l'économie de plateforme se généralise et s'intègre au système capitaliste en lui permettant d'accroître son caractère parasitaire et d'absorber des activités et des espaces de plus en plus étendus de l'activité humaine. C'est l'idée défendue par Shoshana Zuboff<sup>2</sup> qui parle à ce propos d'un âge du «capitalisme de surveillance» dans le cadre duquel le vampire se nourrit désormais de tous les

aspects de l'expérience humaine. Cela fait écho aux approches du «capitalisme cognitif» pointant la centralité de l'antagonisme du travail vivant dans les transformations du capitalisme. Le capitalisme a toujours été dépendant des savoirs et des capacités de coopération et de mise en commun des salariés («general intellect»). En brouillant les frontières entre le travail et le hors-travail, le capital demande une mobilisation et une



TION

E ET RÉSISTANCES

## AU CAPITALISME?»

implication active de l'ensemble des connaissances, émotions et vécus des travailleurEs, ce qui génère une dynamique contradictoire entre « une tendance à l'autonomie du travail » et la tentative d'assujettir l'ensemble des temps sociaux à la logique de la valorisation du capital<sup>3</sup>. De la même façon qu'il exploite et détruit la nature, le capital accapare gratuitement les bénéfices du savoir collectif de la société. Dans le contexte de l'économie informationnelle, les brevets, les logiciels propriétaires et le système de captation des plateformes lui permettent de garantir une rente qui est accumulée en préservant, d'une manière artificielle, la rareté, et en convertissant tout bien informationnel produit par l'intelligence collective en une marchandise. La data, produite par les nouvelles formes de communication et de coopération en ligne, deviendrait donc une nouvelle matière première ainsi que le produit de pointe du capitalisme contemporain.

## L'évolution des modèles économiques d'Internet

Au début des années 2000, l'explosion des plateformes marchandes du web social comme Myspace et YouTube avait inauguré le modèle économique basé sur les contenus générés par les usagerEs. La participation de l'usagerE à la création du contenu permet non seulement d'externaliser vers les usagerEs certaines fonctions productives mais offre des possibilités inédites de profilage

et de vente des audiences aux sponsors. Dès lors, les usagerEs des plateformes grand public comme Facebook, YouTube ou Instagram constituent un réservoir de producteurEs bénévoles ayant signé un contrat d'utilisation qui autorise la vente de leurs données personnelles aux clients des plateformes. Depuis la décennie 2010, l'émergence des plateformes orientées vers les services à la personne ou aux entreprises fait basculer le modèle vers la monétisation de données et métadonnées<sup>4</sup> des usagerEs qui sont utilisées pour calibrer des intelligences artificielles. Le modèle orienté vers la prestation de service touche également les principaux acteurs de l'oligopole d'Internet. Facebook a évolué vers un service offert aux organisations sous la forme de publicités payantes vers lesquelles on dirige les audiences en ligne. Depuis 2015, Twitter met les données des usagerEs à disposition d'entreprises qui développent des programmes de machine learning<sup>5</sup> comme IBM. Le modèle de la plateforme ne concerne pas uniquement les géants de l'économie d'Internet, plusieurs entreprises étatiques et paraétatiques, du secteur de l'automobile ou de l'énergie, ont engagé un processus de « plateformeisation » (comme dans le cas d'Amiral, du BHV ou de la SNCF) sans parler de la dépendance des médias et des industries culturelles vis-à-vis de ces infrastructures pour la circulation et la réception de leurs produits culturels.

## Capital/travail vivant: même contradiction, même combat

L'efficacité du modèle de la plateforme est liée aux processus transnationaux de dérégulation et financiarisation des activités économiques du secteur numérique, au système de sponsors et de partenariats, à la réduction des coûts de transaction et, bien évidemment, à l'exploitation du travail. Nous aurions pu aller vers une utilisation subversive des nouvelles technologies de l'information et de la communication permettant une économie de la gratuité et une production de richesses véritables et non plus uniquement de marchandises. Au contraire, le modèle capitaliste de la plateforme constitue une négation du projet d'émancipation préconisé par André Gorz. Les travailleurEs des plateformes sont contraints à réclamer une entrée dans le salariat et une reconnaissance du rapport de subordination aux patrons. Les paradoxes du capitalisme mènent à un renversement des idéaux émancipateurs<sup>6</sup>: « l'autonomie » est institutionnalisée et convertie en une injonction systémique s'inscrivant parfaitement dans la loi du profit. Cela entraîne néanmoins des nouvelles luttes dont l'intensité et la propagation sont accentuées par le recours massif aux services des plateformes dans le contexte de la pandémie. L'entrée récente des livreurEs dans les luttes du salariat pourrait contribuer à intensifier les conflits contre le capital et à en dévoiler les contradictions. À côté des luttes « conservatives », certaines expériences d'auto-organisation des travailleurEs des plateformes, notamment autour de la création de coopératives de coursierEs, contribuent à dévoiler la dimension parasitaire du capital face au travail vivant.

H.M.

1 – Les plateformes allégées comme Uber ou Air B&B, qui ne possèdent pas les actifs desquels elles tirent leurs bénéfices, correspondent d'ailleurs seulement à une typologie spécifique parmi d'autres. Outre ce modèle, nous pouvons identifier au moins quatre autres catégories: les plateformes d'annonceurs qui vendent les informations des usagerEs et qui peuvent coordonner plusieurs catégories d'acteurs en appliquant des prix différents (Google, Facebook, Instagram, YouTube...); les plateformes industrielles qui connectent les processus manufacturiers (Siemens); les plateformes de produits (Spotify) qui commercialisent l'accès à des biens ou à des ressources et les plateformes en nuage qui hébergent les contenus et les données des tiers (Smíček N., *Capitalisme de plateforme: l'hégémonie de l'économie numérique*, Lux Canada, 2018).

2 – Zuboff S. (2019), *The age of Surveillance capitalism*, Profile Books, Londres.

3 – Vercellone C. (2011), « De l'ouvrier-masse au travail cognitif. Valeur, travail et répartition dans le capitalisme cognitif », *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 24, n° 1-2/2011, p. 15-43.

4 – Les métadonnées sont littéralement des informations relatives aux données qui sont enregistrées et analysées par les plateformes. Elles peuvent contenir des informations variées: l'heure de connexion, les mots clés de recherche, l'historique des pages web visitées, le temps de connexion à une page ou à un type de contenu... Celles-ci permettent d'obtenir une connaissance détaillée des profils, préférences, pratiques, opinions et goûts des internautes, utiles pour optimiser le profilage publicitaire et la commercialisation des biens de consommation.

5 – Programmes de récolte et analyse de données utilisés pour générer des algorithmes de prédiction des comportements des usagers.

6 – Honneth A., Hartmann M. (2006), « Les paradoxes du capitalisme: un programme de recherche », in A. Honneth, *La société du mépris*, Paris, La Découverte, p. 275-304.

## LE MAILLON FAIBLE DES PLATEFORMES: LE TRAVAIL VIVANT

L'utopie réactionnaire d'une planification technologique capitaliste n'a pas aboli l'exploitation salariée, bien au contraire. Le complément nécessaire de cette observation est de constater les transformations présentes du prolétariat sans être prisonnier des catégories, utiles, mais qui trop souvent ne saisissent pas la spontanéité et le potentiel de ces nouvelles luttes. Plus récentes, plus jeunes aussi, ces nouvelles couches bousculent nos manières de penser.

## Le potentiel de ces coalitions spontanées

Les résistances des livreurEs offrent une matière humaine riche d'enseignements, sur le plan international (Italie, Brésil, Grande-Bretagne) et local comme à Nantes. Puisqu'il s'agit du maillon vivant de la recomposition du capitalisme c'est en son sein que se concentrent beaucoup de tensions.

Nommons les maillons de cette chaîne de problèmes militants: le nouvel espace de travail, la reconstruction du rapport salarial, les modalités de luttes mêlant sans cloisonnement l'action politique et syndicale et enfin la réactualisation de pratiques militantes issues des pays d'origine de ces nouveaux prolétaires. Car les migrantEs constituent souvent la première ligne, majoritaire, de ces « partenaires des plateformes ». Comment cela se traduit-il? En reprenant les problèmes dans l'ordre, les résistances font apparaître des esquisses de solutions. Les livreurEs sont individualisés dans la ville, mais comme le signalait un des animateurs de la lutte à Nantes, « nous travaillons dans une usine sans murs »: il est possible pour les militantEs de rentrer dans cette usine ouverte, de fréquenter les spots, véritables salles de pause en plein air pour y créer des liens.

La reconstruction d'un statut salarié devient vite une évidence. Ce sont les questions de la prise en charge de la santé et des accidents, comme en Italie et en Espagne, qui ont été les points de départ des prises de conscience, avec le cas extrême

d'Istanbul: 200 morts depuis le début de la pandémie. Le statut d'auto-entrepreneur exclut ces garanties relatives possibles sous le régime du salariat. De même les régularisations pourraient être facilitées par ce statut de salarié de fait.

Mais c'est la discussion sur ces salaires à la pièce, sous une forme déguisée, qui a permis de tracer des perspectives et de faire les différences entre les tenants des solutions individuelles et ceux d'une lutte collective. Les ambiguïtés du début de la lutte n'ont rien de surprenant. Pour ces canuts du 21<sup>e</sup> siècle, possédant parfois leur outil de travail, hésitant au début entre artisans sans capital et prolétaires individuels, le chemin d'une prise de conscience ne fut pas linéaire. La résistance des livreurEs fait ressortir des problèmes plus larges qui vont du racisme et du harcèlement policier, à l'opposition aux arrêtés municipaux qui interdisent, comme à Nantes, le centre-ville aux scooters thermiques sous couvert d'écologie, et bien sûr la lutte contre les plateformes. La superposition des contraintes impose une pratique de luttes décloisonnées.

## Des luttes combinées

Le statut précaire, la surexploitation que révèlent des horaires et des cadences infernales, l'absence de titre de séjour impriment un caractère particulier aux formes d'organisation. Les barrières de langue n'ont jamais été un problème insoluble, et les clivages par communautés ont été estompés et remplacés par des divergences d'orientation. À part des expériences de syndicalisation limitée, notamment par la CGT ou le CLAP, l'essentiel des livreurEs, lorsqu'ils et elles militent pour leurs droits, pratiquent un dosage étonnant entre le travail militant illégal et légal. Le flicage électronique marche bien. Bien des collègues ont été bannis des comptes avec la géolocalisation des assemblées. La surveillance des loueurs de comptes et des référents des plateformes a imposé très vite un travail clandestin pour assurer la viabilité de l'auto-organisation. Les jours de grève ont été massifs

mais rares car imposer localement un rapport de force vis-à-vis des plateformes est difficile, et les pressions sur les livreurEs très importantes. La tâche de l'extension est lente et à ce jour se fait via des contacts militants mais surtout communautaires hérités de solidarités antérieures. De fait l'urgence a été de trouver des alliés extérieurs, politiques, associatifs, des restaurateurs, des clients pour créer un rapport de force politique.

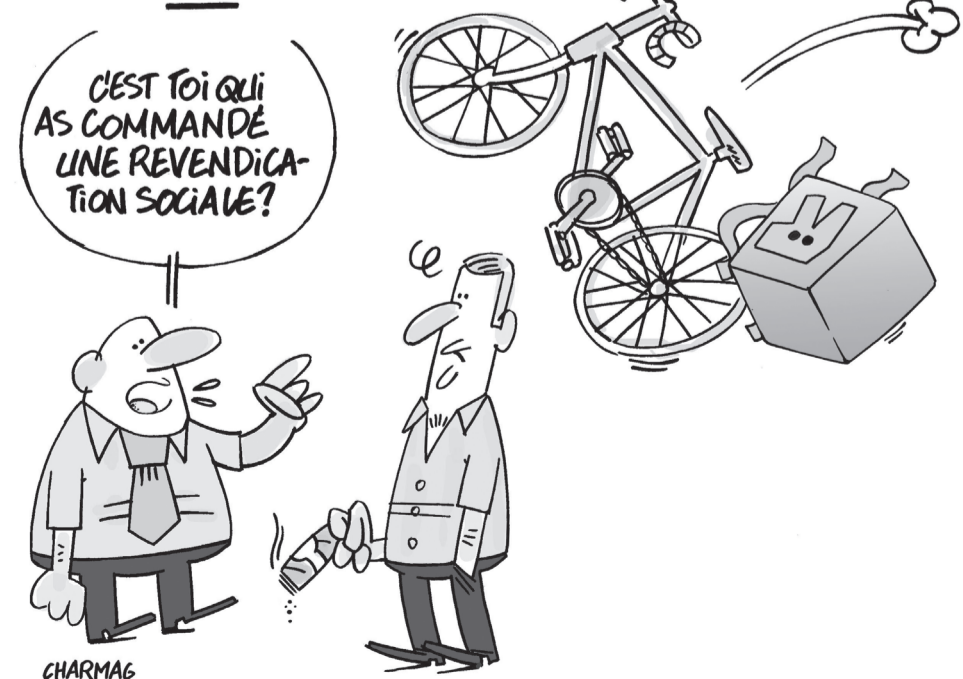
De même la lutte juridique, contre l'arrêté municipal et pour la reconnaissance du statut de salarié par les plateformes, est essentielle pour ces travailleurEs en lutte pour leur reconnaissance légale. Et cela pose bien des problèmes: créer un collectif, l'imposer dans des négociations avec la mairie, auprès des syndicats. Les livreurEs sont conscients des limites de la lutte juridique, comme le montre, à Nantes, le rejet de six recours juridiques au premier semestre 2021. Mais, comme l'a souligné un autre animateur de la lutte: « Il faut briser le silence, il faut nous rendre visibles! »

## Les défis militants

La question de l'organisation syndicale est un enjeu important, la lutte en Alabama des travailleurEs d'Amazon l'illustre en partie. La réorganisation du capitalisme produit ces nouveaux prolétaires mobiles dans des usines ouvertes et réactivent des pratiques anciennes de travail d'organisation, où la séparation traditionnelle de l'activité syndicale et politique s'efface. Alors lutte exemplaire? Sans doute pas. Elle préfigure d'autres conflits transitoires sans délégués et structures stables. Mais elle illustre une nouvelle synthèse de pratiques. Le militantisme appris lors des expulsions de villages entiers pour installer des mines de bauxite, dans les universités contre des dictatures, dans les camps de rétention le long de leur périple se mêlent aux traditions d'ici. Et puis ces expériences se diffuseront car déjà, dès qu'ils le peuvent, ces travailleurEs rejoignent les cohortes du prolétariat dans l'agroalimentaire et ailleurs.

Tristan Katz

## LA COLÈRE DES DELIVEROO





## LA POSTE Le 18 mai devient une grève nationale!

La perspective d'une grève unitaire nationale à l'échelle de l'ensemble du groupe La Poste est désormais posée.

C'était un pari : dans un secteur marqué par une forte combativité mais aussi une très forte dispersion des conflits, l'intersyndicale La Poste CGT-FO-SUD du 92 avait fait le choix de se doter de revendications nationales contre les suppressions d'emplois, contre la précarité mais aussi pour l'augmentation de 300 euros des salaires et le 13<sup>e</sup> mois pour toutes les postières et postiers. Et d'appeler à manifester vers le siège national de la première entreprise du pays en termes d'effectifs (220 000 salariéEs). Les militantEs du 92 espéraient donner des idées à d'autres en procédant ainsi.

### Vers une réelle épreuve de force?

Avec 300 manifestantEs venus du 92 et d'autres départements franciliens et près de 66% de grévistes, le 16 mars 2021 a donné un écho à l'aspiration à une mobilisation nationale unitaire des postières et postiers. L'Intersyndicale CGT-SUD de Gironde, encouragée par le 16 mars, appelait à son tour à la grève et à manifester le 27 mars : nouveau succès avec 200 manifestantEs, qui défilent en scandant « *Nous ce qu'on veut, c'est une grève nationale!* »

L'Intersyndicale nationale ne s'est pas alors saisie de l'occasion pour appeler à une grève nationale. Mais les liens tissés entre équipes combattives à travers le réseau « Postiers Postières en lutte » ont permis qu'une nouvelle date de grève, le 18 mai, soit reprise par le 92, le 14, le 35 et le 33. Les intersyndicales locales se sont peu à peu formées et incluent aujourd'hui parfois la CFTC, l'UNSA ou la CFDT. Aujourd'hui des intersyndicales locales appellent à la grève le 18 mai dans la moitié des départements du pays. SUD-PTT et la CGT appellent désormais nationalement à la grève. La première grève d'ampleur nationale à La Poste depuis 2009 (passage en SA de l'entreprise) a donc été impulsée à l'échelle locale, à l'encontre des directions syndicales. Elle peut ouvrir la brèche vers une réelle épreuve de force. Pour cela, la bataille pour que les grévistes se saisissent de leur lutte et imposent des suites à cette journée va s'ouvrir. Plus la journée du 18 mai sera suivie, plus elle sera menée dans des conditions favorables, et plus les postières et postiers prendront confiance dans leur capacité à entraîner d'autres secteurs dans la lutte.

Correspondant



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

## AUTOMOBILE Les salariéEs des fonderies en pointe de la lutte contre les restructurations

C'est la pointe avancée des restructurations qui touchent toute la filière dans ces temps de pandémie, de mutation technique et de concentration marquée notamment par la fusion entre PSA et Fiat-Chrysler.

### Des milliers devant des usines en lutte

Des milliers de manifestantEs se sont réunis ces dernières semaines devant la SAM dans le bassin de Decazeville en Aveyron, avec SBF à Saint-Claude dans le Jura ou avec la Fonderie de Bretagne à Caudan dans le Morbihan. En revanche lors de deux rassemblements à vocation nationale tenus vendredi 6 mai à l'appel de la fédération de la métallurgie CGT avec des soutiens locaux de SUD et de la CFDT, pas plus de quelques centaines au total.

Cet écart ne renvoie pas seulement au choix délibéré d'avoir organisé deux initiatives distinctes, l'une autour de PSA et l'autre autour de Renault au Mans où, de plus, la parole a été refusée aux délégations CGT venues d'établissements en lutte comme ceux de Flins, de Cléon ou de Lardy.

Autour des fonderies menacées, l'ampleur des mobilisations est due au fait que non seulement touTEs les salariéEs sont impliqués, mais aussi que toute une population alentour se retrouve directement concernée. La Fonderie de Bretagne, mise en vente, avait il y a dix ans réintégré le périmètre Renault suite à une longue lutte et les salariéEs se battent contre ce projet de vente. D'autres comme les Fonderies du Poitou, la SAM ou MBF, mises en redressement judiciaire, dénoncent leur principal donneur d'ordre Renault qui les asphyxie faute de commandes. Difficile dans ces conditions d'en revendiquer l'intégration.

Les luttes dans le secteur, même lorsqu'elles sont massives, sont séparées les unes des autres sans que les directions syndicales essaient de les coordonner en

Toutes les fonderies fabriquant des pièces pour les moteurs des automobiles sont aujourd'hui dans une crise annoncée depuis plusieurs mois, y compris dans des rapports gouvernementaux : des dizaines de milliers d'emplois sont en jeu.



DR

pratique. Après 23 jours d'occupation, la grève à la SAM s'est terminée suite à des engagements écrits de Renault promettant des commandes garantissant 250 emplois sur les 350 encore en activité. Le sentiment d'avoir évité cette fois encore une fermeture programmée de l'usine de la SAM est largement partagé et explique cette reprise du travail.

La mise en cause directe du gouvernement, actionnaire de PSA et Renault donneurs d'ordre pour tous les sous-traitants, est un facteur d'unification des luttes pour aller vers le tous ensemble. C'est ce que confirme la manifestation de la Fonderie de Bretagne devant la sous-préfecture de Lorient lundi 10 mai.

### Produire là où l'on vit et l'on consomme

À l'heure de l'exacerbation des folies capitalistes qui entraînent

par exemple une panne mondiale de la production d'automobiles faute des puces électroniques produites dans seulement quelques pays, produire près de où l'on vit et consomme est une exigence à portée anticapitaliste dès lors qu'on récuse les lois du profit. Et cela s'oppose à vanter les mérites du capitalisme dans un seul pays, le sien, à grand renfort de protectionnisme.

Motif et prétexte, les firmes automobiles se servent du développement des motorisations électriques pour aller plus avant dans leurs logiques de concentration et de spécialisation géographique. La première mesure concrète de l'alliance PSA-Fiat Chrysler, c'est le déménagement de la fabrication d'un moteur de l'usine de Douvrin vers la Hongrie. Alors que la recherche en nouveaux modes de propulsion devrait être au cœur de l'activité des firmes automobiles, les activités d'études sont sacrifiées tant chez PSA que chez Renault, et les salariéEs du centre Renault de Lardy, en luttant contre l'externalisation, c'est-à-dire la vente, des activités de maintenance, montrent qu'il est possible de résister à ces orientations.

### Pour l'emploi, réquisition des usines

C'est donc toute la filière automobile qui est plongée dans une nouvelle phase de restructuration. Dans de nombreuses entreprises en faillite, les patrons chasseurs de primes ont disparu. Repreneurs, donneurs d'ordre et pouvoirs publics s'agitent en attendant les arbitrages des tribunaux de commerce, repaires d'affairistes et survivance d'instances créées il y a plusieurs siècles du temps de la monarchie. Face à ces palinodies étouffoirs à mobilisations et vraies préparations à des casses sociales, c'est bien la réquisition-socialisation de ces entreprises en faillite qui devrait s'imposer. Le but, c'est de garantir l'emploi et de préparer sous le contrôle des travailleurEs les changements rendus nécessaires par une vraie lutte contre le réchauffement climatique. Toutes les firmes automobiles devraient être placées sous le contrôle de la société tant pour l'emploi que pour l'environnement. Que le mouvement social empêche pour de vrai sur le pouvoir du capital et sa volonté de liquider des centaines de milliers d'emplois ici et maintenant.

Correspondant blog NPA  
Auto-critique

## RATP Menace de révocation d'Ahmed : une véritable déclaration de guerre

Ce lundi 10 mai, plus de 250 collègues de la RATP de différents dépôts et ateliers de maintenance ainsi que des soutiens (de la SNCF, de Transdev...) se sont retrouvés devant les locaux de la direction place Lachambeaudie à Paris pour soutenir Ahmed Berrahal, militant à la CGT du dépôt de Flandre.

Ahmed était convoqué pour un entretien disciplinaire. Les motifs trouvés par la direction ne sont que des prétextes : on lui reproche d'avoir harcelé un chef... dont il a dénoncé le harcèlement sexiste et sexuel ! Et la direction a annoncé sa volonté de le révoquer !

### Répression politique

En quelques mois à peine c'est le deuxième militant élu d'un des syndicats majoritaires, la CGT, que la direction entend licencier. C'est une véritable déclaration de

guerre de la part de la RATP. Et pour cause, cette répression est hautement politique et cible des militants actifs notamment pendant la grève de l'hiver 2019, que le patronat a toujours en travers de la gorge.

La direction compte donc se venger en attaquant les militantEs de terrain et en faisant taire celles et ceux qui contestent, alors même que les attaques sur les conditions de travail continuent de pleuvoir : vols de congés annuels, suppressions de postes, augmentation des cadences...



DR

C'est donc avec la force du nombre et par l'action collective qu'on fera reculer la RATP : un quart des collègues du dépôt de Flandres étaient en grève en soutien à Ahmed ce

lundi. C'est dans ce sens qu'il faut se mobiliser pour empêcher la révocation d'Ahmed et avancer nos revendications de travailleurEs.  
Correspondants

## QUARTIERS POPULAIRES

### Une belle manifestation ce samedi 8 mai à Saint-Denis

En provenance de plusieurs quartiers de la ville, la manifestation a convergé vers l'Hôtel de ville, après être partie de Franc-Moisin, une cité emblématique de la ville confrontée à un violent plan de rénovation urbaine qui prévoit la démolition de plus de 400 logements.

La banderole de tête disait tout : « *Franc-Moisin en colère!* » C'est vrai que les causes de cette colère sont nombreuses : ascenseurs trop souvent en panne, parkings inondés et pas entretenus et pourtant très chers, les cafards et les rats qui envahissent tout, les enseignantEs malades non remplacés dans les écoles du quartier ou remplacés par des animateurEs, tout ça dans un contexte où la crise sanitaire et sociale a réduit de nombreux locataires à la plus grande précarité faisant de la moindre hausse



# AIRBUS TOULOUSE Quand les salariéEs relèvent la tête... la direction se la gratte

Lundi 3 mai, à 6h30 du matin, une quarantaine de peintres du Pôle peinture d'Airbus Aviation à Toulouse ont cessé le travail à l'appel de la CGT.

**N**ous n'étions que quatre à connaître la date et l'heure de ce débrayage mais tous les peintres étaient partants. Nous voulions éviter les fuites, car trop de gens bien intentionnés seraient venus nous expliquer que ce que nous faisons, c'est pas bien...

## Une longue liste de revendications

Cela faisait plusieurs semaines que l'idée de marquer le coup face à la direction faisait son chemin. Nous avions déjà arrêté une date il y a trois semaines, mais le projet est tombé à l'eau du fait d'un trou dans le planning et donc du renvoi des salariéEs en activité partielle. Mais cette fois, c'était la bonne. Ras-le-bol de voir des acquis sociaux disparaître : suspension de l'horaire variable le temps de l'APLD (activité partielle de longue durée), et la direction ne cache pas sa volonté de le supprimer,



WIKIMEDIA COMMONS

lundi de Pentecôte travaillé, ce qui n'était pas le cas jusque-là, intégration d'une prime de salis-sure dans le salaire de base mais le compte n'y est pas, suppression d'une prime peinture pour certains métiers qui la touchaient jusqu'alors.

Bien sûr, le secteur du transport aérien a été touché par la crise du covid, mais tout le monde sent bien à l'usine que la pandémie a servi d'accélérateur pour la direction qui avait déjà un plan dans les tuyaux, qu'elle déroule grâce à la complicité des syndicats majoritaires dans la boîte. Ensuite la direction vient de publier les résultats pour le premier trimestre : 363 millions d'euros de bénéfice net et une trésorerie de 1,2 milliard d'euros.

Nous nous sommes donc retrouvés à une bonne quarantaine, nous avons voté à main levée notre liste de revendications ainsi que le fait de tenter d'aller faire débrayer les chaînes d'assemblage de l'A350 et de l'A320.

## Fiers d'avoir osé

Nous voilà donc partis, nous sommes passés par le bâtiment des « pistards » qui font des retouches peinture juste avant livraison au client. Là, un copain CGT nous a suivis. Ensuite nous sommes passés à la chaîne d'assemblage de l'A350. Là, malgré la présence de délégués FO qui expliquaient aux salariéEs qu'ils faisaient un abandon de poste s'ils se mettaient en grève, une dizaine de techniciens d'essai nous ont rejoints. Ensuite

nous sommes partis en direction de la chaîne A320 et là, même topo, les délégués FO avaient fait le travail en disant aux salariéEs que c'était une grève CGT et que donc s'ils nous rejoignaient, ils ne seraient pas couverts. Il faut comprendre qu'Airbus n'est pas un désert syndical : sur les chaînes, 90% du personnel est syndiqué... à FO. Sur ces chaînes, les salariéEs sont très jeunes et la CGT n'est pas implantée, et donc les pressions des délégués FO ont porté leurs fruits : personne ne nous a suivis. On ne s'est pas laissé démonter et on est partis manifester sous les fenêtres de la direction qui nous a reçus, à trois. Elle nous a écoutés poliment mais n'a pris aucun engagement. Cela dit personne ne se faisait d'illusion. Nous sommes retournés à la peinture, fiers d'avoir osé.

L'après-midi, l'équipe de la salle 35 du Pôle peinture a débrayé en essayant d'entraîner avec elle les équipes des salles 32 et 33, mais sans succès.

Dans les jours qui ont suivi, dans beaucoup de secteurs de la boîte, tout le monde ne parlait que de ça ; des salariéEs ont osé, et contre l'avis du syndicat majoritaire. Des graines ont été semées. La direction peut se gratter la tête....

**Correspondant**

# AUTOMOBILE Quand les grévistes de la Fonderie de Bretagne bloquent la sous-préfecture de Lorient

Lundi 10 mai, dès 6h le matin, les salariéEs en grève de la Fonderie de Bretagne se sont mobilisés et ont bloqué les accès de la sous-préfecture de Lorient.

**L**es syndicats unanimes, dont la CGT très majoritaire, refusaient la tenue du CSE extraordinaire (Comité social et économique), affirmant qu'il n'apporterait rien de nouveau aux menaces bien réelles qui pèsent sur l'unité de production et tous les emplois.

DéterminéEs à ne pas laisser le CSE se tenir, y compris en empêchant la direction d'y accéder, les plus de 120 grévistes présents, les anciens de la SBFM et les délégations de soutien comme celles et ceux du théâtre occupé de Lorient ou encore celles du PCF, du NPA,



NPA

de la FI, ont toute la journée fait le siège de la sous-préfecture.

## Mépris de la classe politique et des possédants

La tension était palpable même si la combativité demeure face au lâchage de Renault, à la démission de l'État et au silence de bien des élus.

Le CSE, qui devait se tenir à 14h30, ne s'est pas tenu. Le sous-préfet, face à la pression, a reçu une nouvelle fois une délégation de personnel dont Maël, secrétaire CGT, pour ne rien dire de plus selon les camarades ressortis rapidement de l'entrevue.

Renault ne remet pas en cause la cession de l'entreprise et s'oriente

vers la recherche d'un « repreneur » ce que de nombreux fondeurs présents aujourd'hui considèrent comme un jeu de dupes.

À l'issue de cette journée de mobilisation qui a regroupé plus de 200 personnes et alors que l'on entamait le 15<sup>e</sup> jour de grève, la détermination reste grande malgré les difficultés immenses.

La volonté de faire revenir Renault sur sa décision demeure intacte malgré les embûches quotidiennes, le mur du silence et le mépris de la classe politique et des possédants. Vers 15h30 le « siège » était levé et les salariéEs sont repartis vers l'usine pour faire le point de la journée.

La lutte continue!

**Correspondant Bretagne**

# RÉPRESSION Contre les extraditions, la solidarité s'organise avec les exiléEs italiens

*Mercredi 28 avril 2021, la police française est allée, à l'aube, au domicile de dix anciens militantes de l'extrême gauche italienne, réfugiés en France depuis les années 1980 ou le début des années 1990. Sept ont été arrêtés le jour même, deux autres se sont présentés à la police le lendemain. Sur demande de la procureure, les neuf réfugiés ont été mis en liberté conditionnelle sous contrôle judiciaire.*

**U**ne semaine plus tard, ils et elles ont été présentés à la chambre de l'instruction au palais de justice de Paris. La juge d'instruction a notifié à chacunE le mandat d'extradition du gouvernement italien en leur demandant si elles et ils étaient favorables à l'extradition. Leur réponse a été bien évidemment non. Ils et elles ont exprimé leur incompréhension, leur stupéfaction devant ce revirement de la position française à leur égard. Âgées (entre 65 et 78 ans), ayant des enfants et petits-enfants, étant intégrés dans la société, ils et elles ne comprennent pas cet acharnement. Par ailleurs ils et elles savent que, comme Marina Petrella a pu le dire au tribunal : « On ne rentre pas en Italie pour purger une peine de perpétuité, on rentre pour mourir en prison ».



CAMPAGNE NON À L'EXTRADITION

## Demain, à qui le tour?

Près de cinquante ans après les faits, quarante ans après que ces exiléEs ont été accueillis par la France, Macron renonce à la parole donnée par Mitterrand, en 1985, au nom de l'État français, et respectée par les présidents successifs de droite et de gauche. La procédure visant l'extradition des ItalienEs est hautement politique et opportuniste. Elle survient dans un climat de plus en plus sécuritaire où l'extrême droite se sent pousser des ailes des deux côtés des Alpes. Par leurs politiques répressives et autoritaires, les gouvernements Draghi et Macron contribuent au développement des idées réactionnaires et dangereuses au niveau européen. Face au risque d'extradition et en parallèle avec la procédure judiciaire et le travail des avocatEs de défense, la solidarité s'organise : constitution de comités de soutien à Saint-Denis, Paris, Montreuil, Toulouse, Lyon, Lille, fabrication de banderoles et participation au défilé du 1<sup>er</sup> Mai, rédaction de tribunes par des personnalités dans la presse, création d'une page Facebook<sup>1</sup> et d'un site internet, organisation de concerts et autres événements festifs, témoignages, soutien financier. L'objectif est d'élargir au maximum les actions de solidarité à la fois avec des personnalités mais aussi avec des simples citoyenEs, militantes, amiEs, voisinEs, collègues...

Cette solidarité est indispensable. Nous ne pouvons pas accepter une telle mise en question du droit d'asile. Aujourd'hui cela concerne les réfugiés italiens, demain à qui le tour?

**Correspondante**

<https://www.facebook.com/campagnenonextradition>

de charges ou de loyer une catastrophe. Et il faudrait parler des interventions policières démesurées qui font de toutEs les habitantEs des délinquantEs.

## Convergence des quartiers populaires

Et puis il y a ce pont tournant, en panne depuis plus d'un an. Il permet normalement le passage sur le canal Saint-Denis entre le quartier du Grand Stade et celui de Franc-Moisin. Ce pont symbolise toutes les discriminations entre un quartier neuf, médiatique, avec cinéma, magasins, etc., et la mal-aimée cité de Franc-Moisin. Déjà, à chaque évènement au Grand Stade, il est fermé comme si on voulait confiner (déjà) la cité loin des spectateurs qui arrivent en masse. De plus cette panne arrange beaucoup les opérateurs du Grand Paris. En effet se creuse en ce moment le tunnel de la ligne 17 et toutes les évacuations

de remblais se font par des barges qui circulent sur le canal à un rythme élevé. Ne reste plus pour les habitantEs de Franc-Moisin pour accéder, par exemple, à l'école qui se trouve de l'autre côté, qu'une passerelle en pente raide. « Rendez-vous le pont! » disaient les banderoles fixées sur les barrières où la manifestation a tenu un point fixe.

Elle a été rejointe Porte de Paris par les habitantEs de la cité Allende organisés en collectif. Logirep, leur bailleur, leur a envoyé des factures d'eau exorbitantes, certaines de plus de 6000 euros! la mobilisation a été intense sur ce quartier devant une telle agression. La responsabilité du bailleur est clairement engagée. Les compteurs d'eau ont été récemment changés et ceci a mis en évidence sa gestion désastreuse. Des compteurs en panne, des relevés pas faits, des estimations insuffisantes. Logirep, plutôt que de s'en prendre à son

gestionnaire, tente de faire payer la facture par ses locataires. Mais la mobilisation, son écho médiatique, ont bousculé le bailleur qui n'aime pas cette publicité. Il est revenu sur les montants les plus exorbitants et s'est engagé à faciliter un contrôle des charges détaillé par le collectif. Cette mobilisation a boosté les locataires Logirep de Franc-Moisin qui ont engagé une même démarche de contestation. C'est la première fois qu'une convergence de ce type a lieu entre divers quartiers de la ville sur les revendications des habitantEs. Dans le collimateur, la nouvelle municipalité qui s'affiche au travers des projets de rénovation urbaine comme le promoteur d'une gentrification accélérée, avec les jeux Olympiques de 2024 en point de mire. Le sentiment d'être abandonnéEs, mépriséEs, grandit dans les cités, par le nouveau maire qui n'a que la mixité sociale, l'accession à la propriété,



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

la diversification des populations comme objectif. Cette mobilisation en appelle d'autres. C'est ainsi que des parents de plusieurs écoles sont venus rappeler au maire qui inaugurerait ce même jour une

plaque en souvenir de la répression coloniale du 8 mai 1945 (il a osé) qu'il avait un devoir, celui « d'honorer nos morts et respecter le droit des vivants ».

**Jean-Marc Bourquin**



**Communiqué du NPA 45****Solidarité avec les occupantEs du Théâtre d'Orléans**

Dans la nuit de samedi 9 au dimanche 10 mai, un commando d'extrême droite a attaqué le Théâtre d'Orléans, occupé par les intermittentEs du spectacle et personnels de la culture en lutte depuis des semaines contre la réforme de l'assurance chômage, pour le prolongement de l'année blanche, pour la création d'un fonds d'urgence et la mise en place d'un plan de relance pour la culture.

**N**ous assurons de notre plein et entier soutien les trois occupantEs blessés, ainsi que leurs camarades en lutte.



DR

**Les fachos à l'offensive**

L'extrême droite se sent pousser des ailes depuis le début du quinquennat et l'aggravation de la crise lui donne un coup d'accélérateur. Le gouvernement, La République en Marche, les Républicains légitiment son discours, portant les lois Séparatisme et Sécurité Globale, traquant les supposés « islamo-gauchistes » ou « décoloniaux » dans les universités et dans la société. La libération de la parole d'extrême droite radicalise des groupuscules qui n'hésitent pas à passer à l'action : manifestation féministe attaquée le 8 mars à Orléans, manifestations féministes et lesbiennes attaquées à Lyon, agressions lors du 1<sup>er</sup> Mai, projets d'attentat déjoués, etc. Un journal comme *Valeurs actuelles* n'hésite plus à diffuser des appels à l'insurrection, au putsch militaire et à la guerre civile.

À Orléans, le directeur régional de France 3 a reçu des menaces de mort de ces milieux d'extrême droite après avoir refusé de diffuser un documentaire sur les fêtes johanniques commandé par la mairie, dans lequel intervenait une journaliste de *Valeurs actuelles*. Ce samedi 8 mai, une manifestation d'extrême droite en hommage à Jeanne d'Arc a eu lieu à Orléans, un homme tatoué d'une croix gammée y a justement été arrêté. Cette attaque est un rappel : l'extrême droite est toujours du côté de l'ordre établi, du côté des dominants, et contre toute émancipation des classes populaires. L'extrême droite est et sera toujours le pire ennemi du monde du travail, des femmes, des personnes racisées, des personnes LGBTI. Il est temps de reconstruire un mouvement de masse contre l'extrême droite. Le NPA 45 était pleinement présent au rassemblement du mardi 11 mai à 18 heures, place du Martroi à Orléans en soutien aux occupantEs du théâtre et contre l'extrême droite.

NPA 45

**ABONNEZ-VOUS!** Rendez-vous page 12

**L**a Pride est habituellement la plus grande manifestation en France, réunissant chaque année environ 500 000 personnes. Et pourtant, elle fait face à de nombreuses critiques non sans raison. Les marches qui sont supposées commémorer les émeutes de Stonewall sont aujourd'hui remplies de chars marchands, et on y constate la présence des flics, comme si ceux-ci pouvaient être de notre côté.

**Un deuxième mois des fiertés sous Covid**

Pour la deuxième année consécutive, les Pride tombent en pleine crise sanitaire. Or, cette crise sanitaire a touché en particulier nos communautés d'un point de vue sanitaire, mais aussi social puisque nos lieux de vie, nos lieux communautaires ont dû fermer. D'un point de vue sanitaire, alors que la lutte contre le VIH commémore ses 40 ans, les taux de dépistages ont fortement baissé, ce qui inquiète nos communautés. On le sait, le renfermement sur la cellule familiale pour nombre de LGBTI peut être désastreux, surtout que nous sommes aussi plus touchés par les problèmes de santé mentale, de suicides ou de tentatives de suicide. Mais avec la crise économique c'est aussi pour nos communautés précaires des conséquences matérielles : des pertes de logements, de salaires, l'incapacité de pouvoir se nourrir correctement... Avec cette crise c'est aussi un durcissement des marqueurs de la situation politique qui existait précédemment : la montée de l'extrême droite, une offensive réactionnaire d'ampleur qui se cristallise autour de l'islamophobie. Pendant ce temps-là, alors que le gouvernement Macron instrumentalise les LGBTI comme les droits des femmes, il n'a rien fait, même pas la PMA (au rabais) qu'on attend toujours au calendrier de l'Assemblée nationale, après avoir été rejetée au Sénat.

**Notre seule fierté, c'est de lutter**

Effectivement, le pinkwashing va bon train et ceux qui sont taxés

**Pour une Pride lutte de classes**

À partir de la mi-mai commencera le mois des fiertés, qui s'étendra en réalité jusque début juillet. La marche des fiertés parisienne (ou Pride) aura lieu le 26 juin.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

d'homophobes ce sont en général les personnes racisées, en particulier musulmanes ou bien certains pans du mouvement ouvrier. Alors que nous subissons des LGBTI-phobies d'État, ce dernier tente d'instrumentaliser les mouvements sociaux à partir de ces questions, comme cela s'est passé lors du mouvement des Gilets jaunes, accusé d'être homophobe et sexiste ! Les oppressions que nous subissons ne doivent pas être instrumentalisées à la faveur des politiques bourgeoises. Nous, LGBTI et prolétaires, avons beaucoup plus à gagner à l'unité de notre classe. Car c'est ce système capitaliste qui nous opprime. Si notre classe apparaît parfois transphobe, homophobe, il n'est pas question de s'y résigner. Nous devons agir chaque jour aux côtés de nos collègues pour repousser les idées réactionnaires. Mais plus que ça, nous affirmons que le mouvement ouvrier a une responsabilité dans cet état de fait. Il n'est plus question de laisser les questions LGBTI aux associations qui n'ont pour seule stratégie que

le lobbying parlementaire. Cette stratégie est perdante et nous n'en voulons plus.

Notre lutte ne doit laisser personne de côté. Ni les jeunes qui subissent l'oppression à l'école comme au domicile ni les travailleuses et travailleurs harcelés ou licenciés en raison de leur orientation sexuelle ou de leur genre, ni les sans-papiers en proie aux violences dans leurs pays de naissance comme en France. En tant que LGBTI, nous nous devons d'être internationalistes, anti-impérialistes, car il n'existe pas de pays terre promise où nous serions protégés des oppressions. Nous ne pouvons pas être insensibles aux personnes LGBTI brûlées vives et vifs en Lettonie comme au Sénégal. De l'air, de l'air, ouvrons les frontières !

**Notre histoire, notre futur**

Notre histoire est internationale, elle est celle de la première Pride de 1970, organisée en référence aux émeutes de New York dans le bar le StoneWall In en 1969. Mais avant cette date, d'autres révoltes

ont eu lieu comme en 1959 avec des femmes trans, auxquelles la première marche des fiertés a emboîté le pas, à Londres, puis Paris.

La Pride de 1985 à Londres s'ouvre sur le cortège des mineurs en grève sous Thatcher. Les associations de trans, de gays et de lesbiennes qui ont rassemblé une caisse de grève importante pour soutenir les mineurs découvrent la force de la solidarité dans un contexte terrible d'émergence du sida et d'une politique libérale qui ne retient pas ses coups. C'est par ce type de luttes collectives, illustrées en point d'orgue par des Pride, que nous entendons construire un mouvement d'ensemble.

C'est pourquoi nos luttes s'inscrivent dans une perspective révolutionnaire. Pourquoi se battre pour la PMA si c'est pour laisser à nos enfants un monde capitaliste pourrissant ? Nous souhaitons gérer nous-mêmes nos outils de travail, notre temps de travail, nos familles, ainsi que l'ensemble de la société. Nous allons chercher des victoires matérielles, nous voulons décider par nous-mêmes et pour nous-mêmes. Nous ne voulons pas de vieux hommes blancs bourgeois qui mettent nos vies aux pas. Tout, tout, nous voulons tout !

Alors que la marche lesbienne a réuni presque 10 000 personnes le 15 avril, nous voyons bien qu'il y a une disposition à la lutte des LGBTI, mais celle-ci doit faire partie intégrante de la lutte de classes et s'adresser à l'ensemble des opprimés et des exploités. Refusons les flics et le capitalisme dans nos manifs, mais unissons-nous pour arracher des victoires, dégager le gouvernement et faire reculer l'extrême droite !

Trans, pédés et gouines prolétaires de tous pays, unissons-nous !

Commission LGBTI du NPA

**Nouvelle tribune de militaires****La réaction s'organise, à nous de reprendre l'offensive**

*Valeurs actuelles* a rendu publique une nouvelle tribune de militaires dimanche 9 mai au soir, trois semaines après la publication d'une première tribune essentiellement signée par des militaires retraités. À l'inverse, cette nouvelle tribune est supposée être signée par des militaires d'active et ouverte au soutien de la population.

**S'**il n'est pas possible de connaître le nombre exact de signataire, ainsi que la répartition entre civils et militaires, il est indéniable que ces tribunes rencontrent un écho. Le site de *Valeurs actuelles* affirmait mardi matin que le texte avait recueilli plus de 200 000 signatures.

**« Nous voyons la haine de la France »**

« Oui, nos aînés ont raison sur le fond de leur texte, dans sa totalité. » Au moins le message est clair : cette nouvelle tribune reprend le « constat » posé par la tribune des généraux retraités. Est notamment mise en avant la lutte contre « l'islamisme » dans le cadre des opérations extérieures, dans lesquelles les signataires considèrent avoir « offert leur peau pour détruire l'islamisme auquel vous [le pouvoir] faites des concessions sur notre sol ». Et d'alerter sur la situation en France : « Nous voyons la violence dans nos villes et villages. Nous voyons le communautarisme s'installer dans l'espace public, dans

le débat public. Nous voyons la haine de la France et de son histoire devenir la norme. »

Outre ce « constat », le texte reprend donc l'alternative de la « tribune des généraux » : soit le pouvoir politique intervient pour résoudre la situation, soit la guerre civile éclatera. Et les signataires de promettre : « Oui, si une guerre civile éclate, l'armée maintiendra l'ordre sur son propre sol, parce qu'on le lui demandera. »

**L'extrême droite en position de force**

Il est évident que les pompiers pyromanes du gouvernement tiennent une part de responsabilité dans la radicalisation des forces armées qu'illustre cette nouvelle tribune. Leurs politiques antisociales ont jeté des centaines de milliers de jeunes et de travailleurEs dans la précarité et, pour faire face à la colère sociale que

ces politiques provoquent, Macron et les siens n'ont cessé de développer un discours islamophobe, raciste et sécuritaire, dénonçant « l'ensauvagement » du pays. Le Pen père avait malheureusement raison lorsqu'il affirmait que les électeurs préfèrent « l'original à la copie », et ces discours ont eu pour principal effet de légitimer l'extrême droite et ses idées. Cette dernière se trouve alors en position de force pour imposer son agenda.

Un an avant une élection présidentielle dont la seule certitude semble être la présence de l'extrême droite au second tour, et alors que les pires réactionnaires font feu de tout bois, il y a urgence à reconstruire une réponse militante unitaire pour y faire face. Une telle réponse devra nécessairement s'articuler avec la lutte contre l'autoritarisme du gouvernement, pour l'égalité des

droits et pour les droits sociaux. Pour construire une réponse à la hauteur des enjeux il nous faut aujourd'hui regrouper forces politiques, syndicales, associatives, mais aussi les collectifs de luttes antiracistes, contre les violences policières.

La manifestation du 5 juin à l'issue du procès des assassins du militant antifasciste Clément Méric, ainsi que la manifestation du 3 juillet contre le congrès du Rassemblement national à Perpignan, doivent être les premières étapes d'une telle construction. L'Appel pour les libertés et la proposition d'une grande manifestation au printemps vont également dans ce sens. Le NPA sera partie prenante de l'ensemble de ces initiatives : il y a urgence !

Nouveau Parti anticapitaliste

<https://nouveau-parti-anticapitaliste.org/>  
arguments/politique/appele-pour-les-libertes-contre-les-idees-dextreme-droite-tribune



## Guitare flamenca

# Herencia, de Rafael Riqueni

1 CD chez Universal Music.

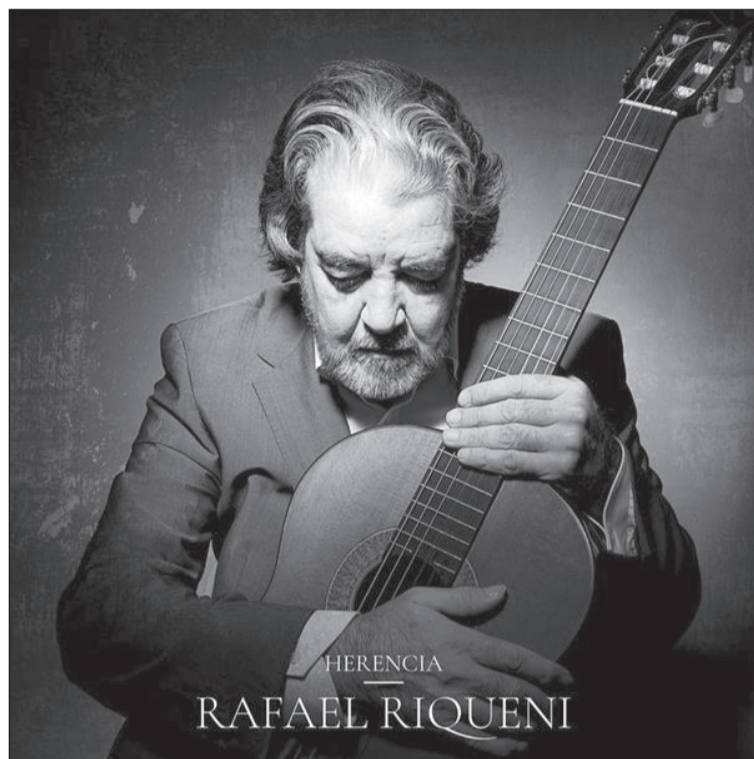
La guitare flamenca a toujours eu les bons arômes d'un sud parfois fantasmé mais bien réel. Rafael Riqueni, prodige de la guitare flamenca aux sonorités entre Falla et Albeniz, est de retour avec son nouvel opus Herencia.

### Le maître de la guitare flamenca

Lorsqu'on entend et voit (nombreuses vidéos sur internet) Riqueni, sa guitare semble facile. Loïn des « picados » à la vitesse de la lumière, des rythmes aux contretemps impossibles, la guitare de Riqueni est fluide, créatrice d'harmonies et toujours renouvelée. La technique est au service de l'art et non l'inverse et c'est pourquoi Rafael « es el Maestro desde 1990 »<sup>2</sup>.

Rafael Riqueni est né le 16 août 1962, dans la rue Fabié du quartier de Triana (Séville). À peine âgé de 12 ans, il fait ses premières représentations de guitare flamenca comme soliste et remporte de nombreux prix. En 1986, Rafael Riqueni publie son premier enregistrement, *Juego de Niños*, dans lequel il introduit des concepts innovants d'harmonie et de composition qui commencent à définir son style musical. Son deuxième disque, *Flamenco*, devient un objet de culte pour les nouvelles générations de guitaristes grâce à un travail de guitare classique en solo au regard purement flamenco. La consécration définitive et le succès public ont lieu en 1990 avec l'album de compositions originales *Mi Tiempo* (réédité en France en 2019). Suivront quelques autres pépites comme *La Suite Sevilla* et

« Les parfums de l'Islam crevant d'Andalousie  
Des pavés de flamenco aux gestes anarchiques »<sup>1</sup>



*Maestros* (hommage aux maîtres Niño Ricardo, Esteban de Sanlúcar et Sábicas) puis un long silence jusqu'en 2011. Rafael Riqueni est un Sévillan à la vie mouvementée, parfois solitaire, qui a mené un long combat pour fuir ses vieux démons, vaincre une tragédie personnelle et se recréer. Au milieu de toutes ses errances, tissées d'ombre et de lumière, sa guitare a constitué le puissant moteur de création de sa musique composée d'une tendresse et d'un supplément d'âme exceptionnel.

### Herencia, à la croisée du flamenco moderne et de la musique classique

Après l'énorme succès en Espagne du CD *Parque de Maria Luisa*<sup>3</sup> en 2017 qui n'a pas constitué son chant du cygne, voilà donc *Herencia* (Héritage) le nouveau chef d'œuvre de Rafael Riqueni. 10 morceaux, 10 pépites solistes aux influences classiques et andalouses personnelles et reconnaissables entre toutes, où le guitariste livre une œuvre complexe dont l'art raffiné et résolument moderne se

situe à la croisée du flamenco et de la musique classique. Le génie sévillan rend ainsi hommage à l'histoire de la guitare flamenca et à l'héritage que lui ont laissé les grands maîtres du passé, mais en renouvelant la créativité de cet Herencia. La majorité des morceaux de l'album ont été enregistrés avec une guitare fabriquée en 1968 par le musicien andalou Michel Rodriguez. Herencia offre des « alegrías » et des fulgurances impressionnistes qui éblouiront votre ouïe et parfumeront l'atmosphère où que vous vous trouviez à son écoute (même si Darmanin envoie les gaz).

La « Farrucada Bacchiana » est sans doute la plus belle composition de Riqueni depuis longtemps. Elle s'ouvre en tons mineurs, fait des clins d'œil à la tradition flamande pour s'ouvrir sur des terrains émotionnels nouveaux du chemin du cœur et pas seulement andalou. L'expérimentation formelle se conjugue avec les richesses harmoniques et rythmiques de la composition. On se prend à rêver à Jimmy Page qui sortirait de sa retraite pour la reprendre à la guitare électrique à la façon « Kashmir ». La pièce « Aires de Sevilla » quant à elle est chargée d'un miel trompeur à la sévillane, mâtiné de tango, qui paraîtra plus familier aux amoureux de l'Andalousie. Tous les morceaux sont excellents, de « Herencia », qui ouvre l'album, à « In memoriam » qui le ferme par un arpegge subjuguant.

Rafael Riqueni aurait dû lancer ce nouvel opus en France par un concert aux Arènes de Nîmes en compagnie de Miguel Rodriguez. Il faudra attendre. Pas trop longtemps on espère.

### Sylvain Chardon

- 1 - Paroles de « L'espoir », de Léo Ferré.
- 2 - Rafael Riqueni est le maître incontesté de la guitare flamenca depuis 1990.
- 3 - « Parque de Maria Luisa » est seulement disponible en import sur le site de la Fnac par exemple. Beaucoup de morceaux sont téléchargeables sur les sites.

## Essai

# Change ton monde, de Cédric Herrou

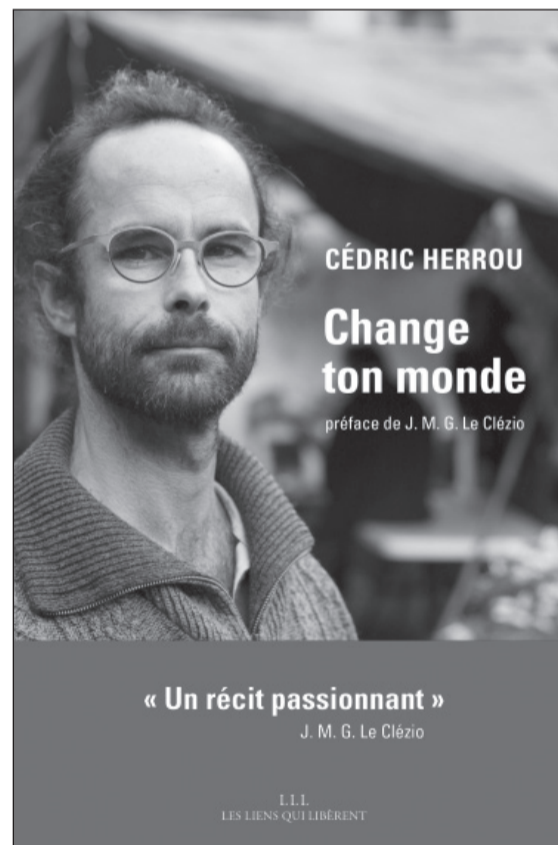
Éditions Les liens qui libèrent, 272 pages, 19 euros.

Cédric Herrou raconte cinq années d'une lutte politique et judiciaire pour la défense des droits des migrantEs qui a connu son dernier épisode, le 31 mars dernier avec la confirmation de sa relaxe définitive par la Cour de cassation. Mais avant cela, il aura connu 11 gardes à vue, cinq perquisitions de sa ferme, une surveillance permanente par une cinquantaine de gendarmes pendant plusieurs mois et cinq procès... sans compter les insultes et les menaces de mort. Un acharnement haineux des autorités, préfecture, police des frontières, comme des politiciens locaux de droite extrême contre cet agriculteur du fin fond de la vallée de la Roya.

### « Droit à la solidarité »

Cédric Herrou, comme bien d'autres habitantEs de cette vallée enclavée dans le territoire italien, s'est retrouvé confronté à la violence aveugle et raciste de l'État contre les migrantEs quand le gouvernement Hollande a décidé de fermer la frontière franco-italienne en juin 2015, en pleine crise des migrantEs. La vallée de la Roya est devenue l'un des seuls mais difficiles et dangereux chemins pour les migrantEs voulant demander l'asile en France. Mais, ne respectant pas ses propres lois pourtant déjà bien restrictives, l'État a bafoué les droits les plus élémentaires de ces migrantEs, mettant toutes les entraves possibles pour les empêcher de déposer leur demande d'asile et reconduisant à la frontière des mineurEs isoléEs au lieu de les prendre en charge.

Face à leur afflux, à leur détresse, certainEs habitantEs de la Roya les ont aidés en les hébergeant, les nourrissant, leur permettant de se reposer un peu, voire en les accompagnant dans leurs démarches administratives.



## Librairie La Brèche

# L'échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël: rencontre avec Thomas Vescovi

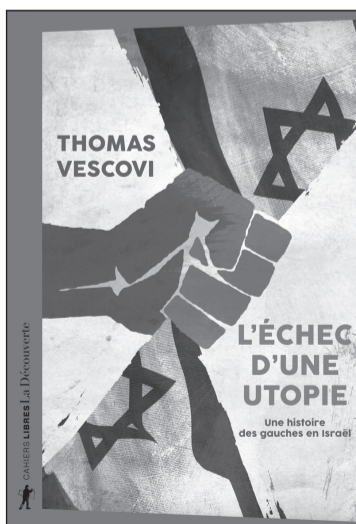
Rencontre à la librairie La Brèche le vendredi 28 mai à 19 heures.

Venez assister à la librairie à la présentation du livre *L'échec d'une utopie* de Thomas Vescovi en présence de l'auteur. La discussion sera animée par Simon Assoun, militant de l'Union juive française pour la paix. La présentation du livre par l'auteur sera suivie d'un débat.

Le livre de Thomas Vescovi permet de mieux resituer les difficultés actuelles de celles et ceux, qui, en Israël comme en Palestine, luttent contre l'apartheid et la colonisation, en les replaçant dans l'histoire de la gauche et du camp de la paix israélien et dans les évolutions récentes de l'État et de la société israélienne.

### Présentation de l'éditeur

La gauche a joué un rôle central dans l'histoire d'Israël. Au cœur de la création de l'État en 1948,



elle est restée majoritaire au Parlement pendant plus de trente ans. Depuis la fin des années 1970, et plus encore après l'assassinat d'Yitzhak Rabin en 1995, les partis de gauche traversent une crise profonde. Face à la poussée des courants ultranationalistes et religieux, ils doivent multiplier les alliances contre nature pour s'assurer une

représentation parlementaire. La question est désormais posée : existe-t-il encore une gauche en Israël ?

Remontant aux sources du mouvement sioniste, dont l'aile gauche cherchait à bâtir en Palestine un État pour les juifs sur des bases socialistes, ce livre raconte l'histoire des mouvements progressistes et révolutionnaires israéliens. Au fil de ce récit très documenté, l'auteur analyse les débats qui animent et divisent ces mouvements depuis leurs origines. Comment peut-on être sioniste et de gauche ? Comment construire une société juste et égalitaire avec les Palestiniens ? Comment contrer les assauts de la droite sioniste et des mouvements religieux qui, jadis minoritaires, sont désormais hégémoniques politiquement et culturellement ?

### Extrait de la préface de Michel Warschawski

« Voici longtemps que je n'ai pas eu l'occasion de lire une analyse aussi bonne, détaillée et documentée de l'évolution d'Israël, comme État et

comme société. Ce livre, que j'ai littéralement avalé en une semaine, est sans doute le meilleur livre sur Israël qu'il m'a été donné de lire au cours de la dernière décennie. »

### COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

12 h - 20 h

C'est ce que l'État n'a pas accepté. Non seulement il a renforcé l'odieuse et insupportable chasse aux migrantEs mais s'en est pris aussi aux habitantEs solidaires, multipliant les contrôles policiers, les intimidations, les arrestations, les inculpations, les accusant d'être des passeurs.

Cédric Herrou raconte comment, avec le réseau associatif de soutien aux migrantEs, ils ont fait le choix, au-delà de la reconnaissance du « droit à la solidarité », de rendre l'affaire publique, d'en faire un combat politique médiatisé pour dénoncer l'attitude irresponsable de la préfecture et de la police sans craindre de se retrouver pour cela devant la justice... Un combat victorieux sur le plan judiciaire mais qui n'empêche pas l'État de continuer à bafouer ses propres lois et les droits des migrantEs comme dernièrement avec l'expulsion de la « zone libre » de Cenon (33).

Bruno Bajou



# «À Sheikh Jarrah, une nouvelle génération palestinienne refuse d'abandonner ses droits»

Depuis plus d'une semaine, Jérusalem est le théâtre d'un nouvel épisode de violente répression israélienne contre des Palestiniens se mobilisant pour défendre leurs droits élémentaires: ici, celui de continuer à vivre sur leurs terres.

Le NPA est bien évidemment solidaire des Palestiniens mobilisés face à l'entreprise coloniale israélienne. Nous publions un texte du militant palestinien Faris Amer, initialement mis en ligne sur le site Mondoweiss.



«Nous ne pouvons pas respirer depuis 1948.» DR

Quatre familles palestiniennes protestent sans relâche contre leur expulsion forcée imminente de leurs maisons dans le quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est – des maisons où elles vivent depuis des décennies. Si la Cour suprême israélienne se prononce en faveur des colons israéliens, et si la requête que les familles ont déposée auprès de la Cour suprême est rejetée, la propriété des maisons sera confiée à une organisation de colons<sup>1</sup>. Huit autres familles du quartier devraient connaître le même sort dans le courant de l'année. Les protestations des familles ont déclenché une vaste campagne pour sauver le quartier.

## Une partie intégrante de l'identité historique de Jérusalem

En raison de son emplacement stratégique et central à Jérusalem, le quartier de Sheikh Jarrah n'est pas une cible nouvelle des activités des organisations de colons. En 2009, la police israélienne a déraciné deux familles de Sheikh Jarrah. Au total, 53 personnes, dont 20 enfants, ont alors été expulsés de leur maison, tandis que leurs affaires étaient chargées dans un camion et ensuite jetées dans la rue près du siège de l'UNRWA.

La question de Sheikh Jarrah fait partie intégrante de la question de Jérusalem – une ville divisée par la guerre qui a accompagné la création d'Israël en 1948. Sa partie occidentale a été conquise par Israël, tandis que la partie orientale est passée sous contrôle jordanien. Après la guerre de 1967, Israël a occupé le reste de la ville. Cela fait 53 ans d'occupation. Israël continue de modifier sans relâche le visage de Jérusalem, toujours au détriment de l'existence des autochtones palestiniens. Israël a annexé unilatéralement la partie orientale occupée. Israël a, à ce jour, exproprié les Palestiniens de près d'un tiers des terres de Jérusalem-Est et y a construit 11 quartiers réservés aux Juifs. Les autorités

israéliennes ont révoqué le statut de résident permanent d'au moins 14 701 Palestiniens de Jérusalem-Est, facilité l'installation de plus de 200 000 de ses habitants civils à Jérusalem-Est, et coupé la ville de la Cisjordanie occupée, à laquelle elle était historiquement très étroitement liée, au moyen des colonies et d'un mur de béton de huit mètres de haut. Tout cela a été fait en violation du droit international.

De nature coloniale, la judaïsation des terres situées entre le Jourdain et la Méditerranée s'est nourrie du nettoyage ethnique des Palestiniens. L'expulsion de familles palestiniennes de Sheikh Jarrah en est un exemple. Jérusalem est en effet l'otage des projets israéliens de judaïsation du territoire.

## La campagne pour Sheikh Jarrah prend de l'ampleur

Une nouvelle génération de Palestiniens mène la lutte pour Sheikh Jarrah. Elle est jeune, intransigente et, grâce aux réseaux sociaux, plus connectée que jamais. Elle en a assez des dirigeants palestiniens vieillissants, mais n'a jamais eu l'occasion de voter. Les frères et sœurs Muna et Mohammed El Kurd, dont la famille fait partie de celles qui risquent d'être expulsées, ont été deux des nombreuses forces vives qui ont efficacement défendu leur cause par le biais des médias traditionnels et des réseaux sociaux. « Nos maisons à Sheikh Jarrah sont vos maisons. Soyez sûrs que si Sheikh Jarrah est contrôlé [par les colons israéliens], le reste de Jérusalem suivra », a déclaré Muna dans une interview. Son frère, Mohammed, explique: « Je veux pouvoir regarder en arrière et dire: "Si nous avons été jetés dans la rue, nous l'avons été avec notre dignité" ».

La Jérusalem palestinienne s'exprime, haut et fort. La semaine dernière, des milliers de Palestiniens, jeunes pour la plupart, ont manifesté dans le quartier et dans le reste de Jérusalem, notamment à la mosquée al-Aqsa. Ces protestations ont été confrontées à une

répression croissante, la police israélienne ayant utilisé des grenades assourdissantes, des canons à eau et de « l'eau de putois »<sup>2</sup>. Les manifestants ont été brutalisés et des dizaines d'entre eux ont été arrêtés.

À ce stade critique, les jeunes militants et sympathisants exploitent le pouvoir des réseaux sociaux. Ils s'en servent pour susciter la solidarité internationale et pour s'organiser en interne. La plupart des Palestiniens ne peuvent pas entrer à Jérusalem, ce qui renforce la valeur des réseaux sociaux pour relier les Palestiniens par-delà les murs et les frontières et créer des réseaux de soutien entre eux. Les activistes utilisent également des moyens créatifs pour couvrir les événements qui se déroulent sur les réseaux sociaux. Par exemple, les manifestants se

mettent en direct sur Instagram en lien avec des influenceurs de la plateforme, ce qui multiplie le nombre de spectateurs. La censure du contenu palestinien par les plateformes de réseaux sociaux et la collusion avec les institutions israéliennes<sup>3</sup> semblent n'avoir fait que motiver les activistes à inonder internet de davantage d'images et de témoignages.

Le statu quo qui règne en Israël/Palestine, fruit de décennies de politiques sionistes, n'est ni durable ni acceptable. Les jeunes Palestiniens grandissent et deviennent mécaniquement les cibles de l'apartheid israélien, comme le conclut un récent rapport de 200 pages de Human Rights Watch<sup>4</sup>. Comme tout autre peuple, les Palestiniens rejettent catégoriquement un tel destin. Il ne peut pas non plus être accepté par la communauté internationale.

## Faris Amer

1 – La Cour suprême israélienne devait rendre un avis le 10 mai, mais a décidé de surseoir à sa décision. Elle devrait statuer le 9 juin.

2 – «L'eau de putois» («skunkwater») est un mélange composé d'eau, de levure et de bicarbonate de soude, que la police et l'armée israéliennes projettent sur les manifestants: une odeur pestilentielle, qui imprègne la peau, les vêtements, les rues et persiste pendant plusieurs jours malgré douches et nettoyages.

3 – Plusieurs militants ont accusé Instagram et Twitter d'avoir fermé leurs comptes sur ces réseaux sociaux et d'avoir censuré des contenus relatifs aux événements de Sheikh Jarrah.

4 – Human rights Watch, «A Threshold Crossed: Israeli Authorities and the Crimes of Apartheid and Persecution». («Un seuil franchi: Les autorités israéliennes et les crimes d'apartheid et de persécution»). Résumé en français sur [https://www.hrw.org/sites/default/files/media\\_2021/04/israel\\_palestine0421\\_summary\\_fr.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2021/04/israel_palestine0421_summary_fr.pdf)

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### 160 MILLIARDS D'EUROS DE SOUS-TRAITANCE DE L'ACTION PUBLIQUE.

[...] En additionnant les différentes formes de sous-traitance, à tous les échelons de l'État et des collectivités locales, le phénomène d'externalisation de l'action publique représente 160 milliards d'euros par an. C'est 7% du PIB et l'équivalent du quart du budget de l'État. Cette estimation est le fruit d'un travail de recoupement révélé ce vendredi 30 avril par le collectif Nos services publics, qui regroupe une centaine d'agents et cadres de la fonction publique. [...]

La note de 13 pages retrace l'histoire du phénomène, de sa première éclosion dès le 17<sup>e</sup> siècle à l'accélération considérable observée à partir du milieu des années 1990. Une série de «réformes de l'État» dessine alors un arsenal de normes budgétaires et juridiques qui rendent progressivement l'externalisation incontournable. À tel point qu'aujourd'hui les lois «limitent la capacité des pouvoirs publics à confier des missions à leurs propres opérateurs publics» afin de favoriser la mise en concurrence, souligne le collectif.

Cette note pointe également l'impact de la forte réduction du nombre d'emplois publics, à tous les échelons de l'administration. Avec une décentralisation opérée avec des dotations en baisse ou insuffisantes, ce rétrécissement de l'État et des collectivités locales les contraint in fine à déléguer au privé des fractions de plus en plus diverses de leurs missions.

Sous différentes formes juridiques, l'externalisation concerne aujourd'hui tous les pans de l'action publique, du nettoyage des locaux à l'élaboration des politiques, constate le collectif. Y compris des missions à caractère stratégique comme la sécurité informatique.

Sous François Hollande, le plan de «modernisation de l'action publique» a ainsi offert la délivrance de titres officiels aux entreprises privées (visas, cartes grises). Tandis que le projet Action publique 2022 d'Emmanuel Macron élargit la sous-traitance à l'accompagnement des demandeurs d'emploi, au contrôle réglementaire, à la protection du consommateur et à la répression des fraudes.

Ce phénomène a plusieurs effets pervers, selon l'analyse du groupe de fonctionnaires: une perte de compétences et même de «souveraineté», sur des actions que la puissance publique a pourtant elle-même décidées; un risque de dévoiement de l'intérêt général et de dégradation du service public; un nivellement par le bas des conditions de travail... [...]

Erwan Manac'h, «Un quart du budget de l'État s'évapore en sous-traitance», *Politix*, 30 avril 2021.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**12€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### FRANCE ET DOM-TOM

#### Tarif standard

	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires	6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	<input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 €	<input type="checkbox"/> 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €	

### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### Tarif standard

	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

### Titulaire du compte à débiter

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

### Désignation du compte à débiter

IBAN : .....  
BIC : .....

### Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)